

Perspectives

## Meubles Drouin, de Lotbinière, une réussite!

page 2

dossiers

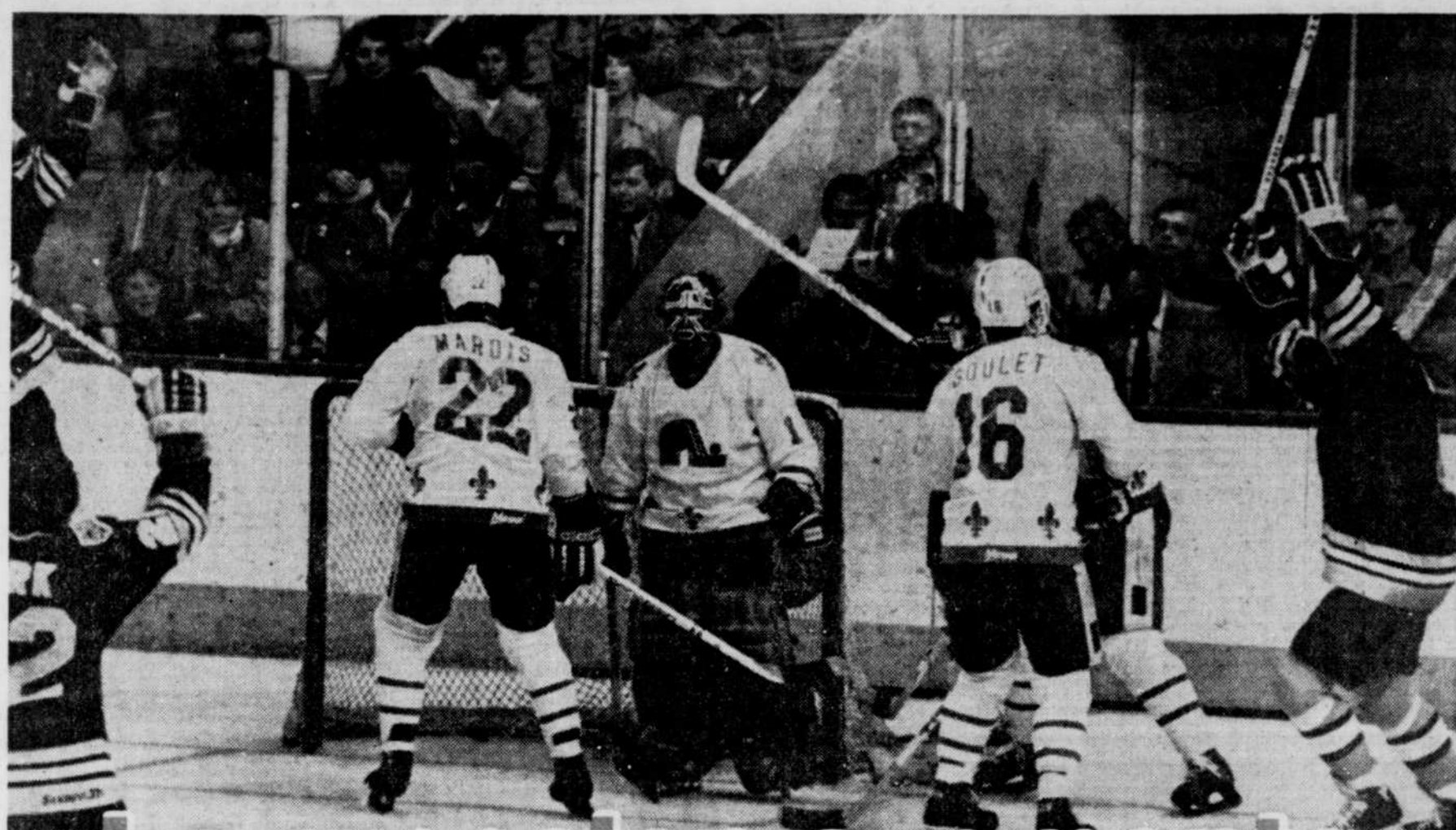
## L'Etat "sonde" sur tout mais discrètement

page B-1

habitat

## L'échange de plants aura lieu le 8 mai

page F-9



## La pression augmente

pages C-1 et C-2

Le sort en est jeté. Ce but de Peter McNab force les Nordiques à retourner à Boston... où il n'y aura pas de lendemain pour un des deux clubs.

# Réforme scolaire Laurin promet que ça se fera

par Damien GAGNON

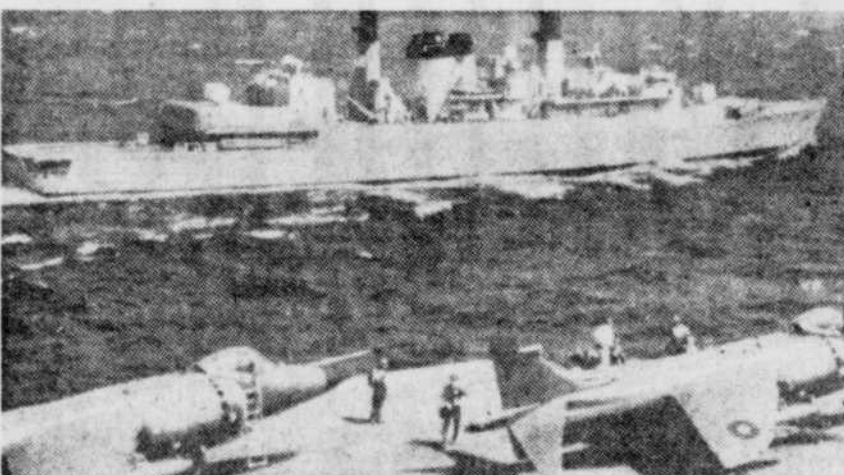
La réforme scolaire va se faire. C'est l'assurance donnée par le ministre de l'Éducation, M. Camille Laurin. Un Livre blanc serait déposé à l'Assemblée nationale d'ici l'ajournement des travaux pour la Saint-Jean. Ce Livre blanc est au Conseil des ministres depuis un mois et il sera étudié au cours des prochaines réunions du conseil.

Au cours d'une entrevue qu'il ac-

cordait au SOLEIL, M. Laurin a réaffirmé les grands principes de cette réforme qui vise la réduction et la déconcentration des structures scolaires, l'abandon du suffrage universel pour le choix des commissaires d'écoles, la liberté de choix entre l'en-

Voir A-2, ÉDUCATION

éditorial, page A-6  
dossier, page B-3



UPI

## Des navires britanniques ont atteint la zone critique

page H-1

## Mauroy entre Ottawa et Québec

# Pas question d'être pour ou contre Trudeau ou Lévesque

OTTAWA (d'après PC, UPC et AFP) — Malgré l'intention de "normaliser" les relations franco-canadiennes, la visite à Ottawa du premier ministre de France, M. Pierre Mauroy, n'aura pas permis de dissiper le malentendu qui entoure toujours

les rapports entre la France, le Canada et le Québec.

Au cours d'une conférence de presse conjointe, hier à Ottawa, les premiers ministres Mauroy et Trudeau se sont livrés à une joute ora-

toire, au cours de laquelle on a rivalisé de finesse.

Alors que le premier ministre canadien s'était lancé dans une envolée sur la question nationale au Canada, soulignant que le référendum n'a malheureusement rien réglé de manière

définitive, le premier ministre Mauroy est intervenu pour déclarer que du côté français, "nous essayons de trouver un juste milieu".

Voir A-2, MAUROY  
autres textes, page A-7



## Piaf au Trident

arts, page E-1

Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

## N'oubliez pas l'heure avancée!

Officiellement, c'est à 2h, la nuit prochaine, que nous "perdons" une heure. En pratique, bien sûr, la plupart d'entre nous avanceront nos montres et horloges avant d'aller faire dodo ce soir.

Cette heure, cependant, nous la retrouverons au cours de la dernière fin de semaine d'octobre, comme le veut la loi et la coutume, chez nous.

Avec le passage à l'heure avancée nous reviennent donc

le soleil des débuts de soirée... et les petits matins sombres pour les lève-tôt!

Les journées continueront d'allonger jusqu'à la fin de juin, cette agréable période de l'année où le soleil semble vouloir profiter au maximum de l'été.

Mais cessons de rêver pour bien prendre note du changement d'heure de cette nuit, sinon, nous risquons d'arriver une heure en retard à la messe...

CINÉMA SANS COUPURES ET SANS PUBLICITÉ GRÂCE À LA COLLABORATION DE **ALCAN**



**LES HÉRITIÈRES**

De Marta Meszaros  
Avec  
Isabelle Huper  
Lili Monori  
Jan Nowicki

**SAMEDI  
24 AVRIL  
22h30**

8 Rouyn-Noranda  
12 Val d'Or  
15 Québec  
17 Montréal  
22 Rimouski  
23 Châteauguay  
24 Sherbrooke  
30 Hull  
45 Trois-Rivières Côté B

IMAGE PAR IMAGE





# Roger Fournier lance un roman troublant sur l'amour père-fils



régis tremblay  
**au salon du livre**

Il n'y a pas que les grands auteurs français qui font de beaux livres, au 11e Salon international du livre de Québec. Il y a aussi des Québécois et citoyens du monde comme Roger Fournier, qui donnait au Québec et au monde un nouveau roman, "Le Cercle des arènes", racontant les relations affectueuses, mais aussi tumultueuses, entre un père et son fils.

"Je suis étonné d'entendre dire à gauche et à droite qu'il s'agit d'un sujet neuf, me dit-il en entrevue. L'amour père-fils, et inversement, voilà bien le plus vieux sujet du monde! Mais peut-être mon roman est-il l'un des rares à faire vraiment le tour de ce rapport trouble et troublant..."

Roger Fournier n'en est pas à un sujet troublant près. Qui ne se souvient du scandale soulevé à Québec (et principalement par Mgr Lavoie) autour du film "Pile ou face", le premier long métrage de Fournier. Là-

dessus, il tient à faire certaines précisions.

"Je devais tourner "Le journal d'un jeune marié", mais à la dernière minute, les fonds ont manqué. On m'a offert, en attendant, de tourner "Pile ou face", et j'ai accepté, pensant que cela me mettrait le pied à l'étrier cinématographique. Je ne savais pas, à ce moment, que cette aventure me nuirait beaucoup, en me collant l'étiquette de cinéaste quasi pornographique..."

## Le cinéma rêvé

Nous nous sommes mis à parler cinéma, tout naturellement, au cours de l'entrevue qu'il m'accordait hier (dans sa chambre du Hilton, quelques planchers au-dessus du Salon du livre) simplement parce qu'il est un mordu de cinéma. Et s'il en est ainsi, c'est que pour lui, le cinéma est l'art qui se rapproche le plus du rêve.

"Je me souviens du choc terrible que représentait pour le cinéma la sortie du film "Hiroshima, mon amour", en 1958. C'était l'invasion du cinéma par le rêve. Il y eut aussi Bunuel, qui me fait chier, à force d'être symbolique, mais qui m'arrache quand même des "bravos"..."

Fournier m'avoue écrire ses rêves. Qu'il s'agisse de scénario, de roman ou de rêve, il demeure d'abord et avant tout un homme de l'écrit.

## Son besoin premier

"Mon besoin premier, c'est l'écriture, déclare-t-il. Un scénario, c'est aussi littéraire qu'un roman, sauf que c'est encore plus exigeant. Il faut pinailler sur chaque mot. Une seule phrase de dialogue mal écrite, et c'est un fiasco, tout le monde débarque. Les contraintes sont plus exaspérantes, mais les réussites sont d'autant plus gratifiantes," me dit-il, oubliant peut-être que je suis un critique littéraire, et non cinématographique.

Mais Fournier est ainsi. Il parle instinctivement de ce qui l'intéresse le plus, au moment présent. Il se définit d'ailleurs comme un instinctif. Il avoue écrire par instinct, n'ayant pas fait d'études littéraires vraiment poussées.

"Quand mon instinct me dit d'aller dans telle direction, j'y vais!"

Voilà qui explique en partie le cheminement sinueux de sa vie de créateur, qui va du cinéma à la littérature, en passant par la télévision, où il a été longtemps réalisateur, pour Radio-Canada.

## Les phrases "nature"

Son roman, "Le Cercle des arènes", était au départ un scénario, ce qui ne surprendra vraiment personne. Encore et toujours le cinéma. Fournier est amoureux du septième art. Il s'amuse à relever la phrase la plus nature de son livre, donc la plus cinématographique: "C'est petit en maudit, une Japonaise, dit l'un de ses personnages. Pas de seins, pas de fesses, et le reste, on n'arrive pas à l'imaginer!"

Ce créateur, qui fait feu de tout bois, qui croit à la puissance de l'instinct et de l'inconscient, n'est pas pour autant un indiscipliné. Il se soumet facilement, lorsqu'un producteur du film ou un éditeur de bouquin lui conseille de remettre son ouvrage sur le métier.

"Quand un éditeur ou un pro-

ducteur vous dit: "Non", il faut avoir la patience et l'humilité de tout recommencer, affirme-t-il. Il m'est arrivé d'accoucher d'un texte en ayant la certitude de la réussite, pour ensuite me faire rabrouer. Eh bien, je n'ai pas hésité à me remettre en question."

## Des hommes de désir

Avec Fournier, tous les écrits menant à l'écran, il semble bien que le "Cercle des arènes" sera finalement adapté au cinéma. Ce père, Laurent, et ce fils, Sébastien, ce sont tous deux une moitié de l'auteur.

"Sébastien est idéaliste, il rêve de voler vers la lumière, alors que Laurent est un homme de plaisir, il est un sensuel. Mais l'un et l'autre sont des hommes de désir."

"Pour moi, le désir est la mesure de l'homme. C'est ce qui le sépare de la mort. Et puis finalement, la mort est le seul sujet de film ou de roman. Il en existe peut-être bien deux, si on inclut l'amour... si on veut farfigner!"

Et puis, Roger Fournier se met à discourir sur la vie, l'amour, la mort, mais il s'arrête. Il se prend en flagrant délit de "vieux machins", de "vieilles conneries". C'est que l'instinctif Roger Fournier est aussi un pudique...

## MAUROY

(Suite de la première page)

"Avant de venir au Canada, a dit M. Mauroy, on m'a donné un petit lexique des choses à dire et à ne pas dire, mais je l'ai laissé dans ma valise. Il n'est toutefois pas question d'être pour ou contre Trudeau ou Lévesque, parce que tout ce que nous voulons, c'est apporter le salut et les amitiés de la France, qui n'entend pas s'immiscer dans les affaires Québec-Ottawa."

"Nous entendons poursuivre nos relations avec le Canada et maintenir et intensifier nos liens avec le Québec", a dit M. Mauroy.

En réplique, le premier ministre Trudeau a dit que si les relations franco-canadiennes étaient dans un si "piètre" état, c'est qu'on continue d'ériger, alors que Japonais, Allemands et Italiens font des affaires.

## ÉDUCATION

(Suite de la première page)

seignement religieux et l'enseignement moral, la remise aux écoles de pouvoirs actuellement dévolus aux commissions scolaires et la création d'un conseil d'administration pour chaque école.

Au cours de cette rencontre qui a duré près de trois heures, le ministre de l'Éducation a apporté des précisions sur les intentions du gouvernement face à la minorité anglophone et aussi sur la commission du conseil d'école.

Des propos du ministre il se dégage que le gouvernement est favorable à l'existence de commissions scolaires anglophones mais que ce principe s'appliquerait seulement à la région métropolitaine de Montréal où se trouve concentrée la minorité anglophone. Ailleurs au Québec, il n'y aurait que des commissions scolaires françaises auxquelles serait intégrée la clientèle anglophone.

Par ailleurs, le gouvernement n'a pas l'intention d'exclure du conseil d'école les enseignants et les étudiants. Au contraire, s'ils le veulent, ils feront partie du conseil avec le droit de vote et le ministre a donné l'assurance que ni les parents, ni les directeurs d'école ne pourront s'opposer à cette présence.

M. Laurin reconnaît que la position des évêques sur la confessionnalité est un appui important à

son projet. Toutefois, il n'est toujours pas convaincu de la nécessité d'accorder une étiquette confessionnelle aux écoles. L'important, selon lui, c'est que la loi garantisse l'enseignement religieux. D'autres rencontres sont prévues avec les évêques.

Là où le ministre semble avoir fait son lit, c'est sur la création des nouvelles commissions scolaires. Elles épouseraient les limites des municipalités régionales de comté (MRC). Il n'y aurait plus d'élection au suffrage universel, le conseil scolaire étant composé des présidents de chaque comité d'école et de trois représentants de la MRC.

M. Laurin s'est longuement attardé sur la place des étudiants à l'école. D'ici deux mois, il entend rendre publique une politique de vie étudiante qui statuera sur la connaissance des associations étudiantes, l'aide à apporter aux étudiants pour se regrouper ainsi que sur les moyens d'expression et de consultation.

L'enseignement professionnel des jeunes au secondaire, le projet de règlement des études collégiales, le régime pédagogique du secondaire, la charte de la Commission des écoles catholiques de Québec sont d'autres sujets qui ont été abordés. Dans ses prochaines éditions, LE SOLEIL donnera le point de vue du ministre sur ces sujets.

## Aucun titulaire du prix Octave-Crémazie

Le jury du prix Octave-Crémazie a refusé de couronner un grand lauréat, hier, au Salon international du livre de Québec. C'est la première fois qu'une telle chose se produit... ou ne se produit pas.

Ce n'est pas par manque de bonne volonté, puisque le président du jury, M. Donald Gaudette, critique au Nouvelliste et professeur de littérature à l'université du Québec à Trois-Rivières, a fait savoir que ce n'est qu'au bout d'une demi-journée de débats que l'on s'est résolu à ne couronner personne.

Néanmoins, on a décerné un deuxième prix à Claire Boulé, de l'Estrie.

pour son recueil "L'été interdit". Deux mentions ont aussi été accordées à André Carrier, de Lévis et Louise Paradis, de Hull.

Donc, malgré les déchirements et les regrets qui accompagnent une telle décision, un précédent est créé au salon: les prix littéraires, ce soit l'Octave-Crémazie, et même le Robert-Cliche, n'ont pas forcément à être attribués à chaque année, particulièrement les années où aucun manuscrit ne mérite véritablement les grands honneurs. On est conscient qu'un prix littéraire, qui s'adresse à la relève ou pas, ne vaut que ce que valent les ouvrages primés. Nous y reviendrons sûrement.

## Le menu du week-end

Comme le samedi est traditionnellement la journée des plus jeunes, au Salon du livre de Québec, soulignons d'abord, la présence des grands auteurs de bande dessinée, Michel Gref (Achille Talon), Mic Delinx (La Jungle en folie) Roger Leloup

Demain, à 13h, à l'aire d'Animation jeunesse, salle Place Québec, les néophytes pourront apprendre "Comment on écrit un livre", avec l'auteur et animatrice Jocelyne Deschenes, en collaboration avec Crayons de Soleil.

Pour ne pas oublier les moins jeunes, mentionnons le récital de poésie, qui aura lieu demain, de 14h à 16h, à l'Eden, tout en haut du Hilton. Les récitants: Renaud Longchamp, Jacques Lantôt, Georgette Lacroix, Jean-Noël Pontbriand, Jacques Roy, Carl Larocque, Madeleine Gagnon, Julie Stanton, et plusieurs autres.

## autre texte, arts, page E-3

(Yoko Tsuno), Jacques Hurtubise (Le Sombre Vilain) et Gaboury (La vie c'est mourant) qui rencontreront leurs innombrables fans, jeunes de tous âges, à 15h30, dans l'aire d'Animation jeunesse, salle Place Québec. Demain, dimanche, même heure et même endroit, on aura plaisir à retrouver les mêmes auteurs. (Voir et lire l'interview de Greg, Delinx et Leloup, en page 3 du cahier des arts d'aujourd'hui).

Toujours en bande dessinée, Croc Album fait le lancement d'un autre merveilleux petit album de classe internationale, jet-set, Concorde-set et tout ce que l'on voudra: "La vie, c'est mourant", de Gaboury. Cela se passe aujourd'hui à 13h30, sur la scène de la salle des Congrès.

Encore en bande dessinée, on peut prendre connaissance de l'histoire de Spirou, de 1938 à nos jours, à la salle des Congrès, au kiosque Gran-ger.

**LE SOLEIL**  
SERVICE AUX ABONNÉS (TIRAGE)  
647-3333 Lundi au vendredi 9h30 à 19h30  
Samedi: 9h00 à 13h00  
647-3233 647-3394  
RENSEIGNEMENTS REDACTION  
LE SOLEIL, fondé en 1896, est imprimé au numéro 390, rue St-Vallier est, Québec, G1K 7J6, par Le Soleil Limitée. "Courrier de la deuxième classe - Enregistrement no 1206".

## LOTOS

### LOTO PROVINCIAL

6089362 gagne \$500,000  
089362 gagnent \$50,000  
89362 gagnent \$1,000  
9362 gagnent \$100  
362 gagnent \$25  
62 gagnent \$10

### MINI-LOTO

398050 gagnent \$50,000  
98050 gagnent \$5,000  
8050 gagnent \$250  
050 gagnent \$50  
50 gagnent \$5

### LOTO 6/36

4-13-23-26-29-34  
numéro complémentaire: 19  
mise-tôt: 3-21-23-30

### LA QUOTIDIENNE

(tirage de vendredi)  
4-3-9

Informations: 643-8990

## Changements pour samedi et dimanche

| SAMEDI 24 AVRIL                                                                           |                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12h30 3 Jinny<br>7 Au royaume des animaux<br>12 Oceans Alive<br>16h30 3 7 9 11<br>13 Défi | Championnat mondial de hockey<br>World Cup Hockey<br>14h00 4 6 7 9 11<br>Bon Dimanche<br>16h00 4 6 7 9 11<br>Sport-Mag  |
| 17h00 12 Cinéma de 17 heures:<br>"Jeff"                                                   | Hockey dimanche<br>Soit à<br>19h00 3 5 6 7 9<br>9 11 12 13<br>Québec vs Boston<br>22h00 3 5 7 9 11<br>12 13 Chez Denise |
| 19h30 4 Maintenant<br>Sujet: Aires de leux.                                               | Ou<br>19h30 3 5 7 9 11<br>12 13 Alice, Dona et Jairo<br>20h00 3 5 6 7 9<br>9 11 12 13<br>Rangers vs Islanders           |
| 01h30 12 Ciné-Nuit:<br>"Les anges sauvages"                                               | Ou<br>19h30 3 5 7 9 11<br>12 13 Alice, Dona et Jairo<br>20h00 3 5 6 7 9<br>9 11 12 13<br>Rangers vs Islanders           |
| DIMANCHE 25 AVRIL                                                                         |                                                                                                                         |
| 11h00 12 Entre terre et mer                                                               | 20h00 3 5 6 7 9<br>9 11 12 13<br>Rangers vs Islanders                                                                   |
| 12h00 4 6 7 9 11<br>12 Le                                                                 | Ou                                                                                                                      |

# SOLDE DE FIN DE MOIS

**RABAIS DE 25% à 50%**

sur les prix courants Woolco!

**Sélection de LAMPES, TABLEAUX ET TENTURES**

Offres spéciales dans l'allée centrale

Solde gigantesque de fin de mois! Ne manquez pas nos offres spéciales dans l'allée centrale! Notre sélection comprend: articles en un seul exemplaire, de fin de série, légèrement imparfaits, etc. Des articles pour plaire à tous! Hâtez-vous!

Prix en vigueur (jusqu'à épuisement des stocks) jusqu'au 27 avril 1982.

**OFFRES SPÉCIALES DANS L'ALLÉE CENTRALE!**

**FIN DE MOIS RABAIS**

## Achetez Woolco... partez gagnant!

5401 boul. des Galeries  
Québec, Québec  
Les galeries de la capitale

lundi-mardi-mercredi  
9h30 à 17h30  
jeudi-vendredi  
9h30 à 21h  
samedi  
9h à 17h

2960 boul. Ste Anne  
Giffard, Québec  
LES GALERIES STE-ANNE

lundi-mardi-mercredi  
9h à 17h30  
jeudi-vendredi  
9h à 21h  
samedi  
9h à 17h

20 est. ch. Trans Canada  
Lévis, Québec  
Les Galeries Chagnon

lundi-mardi-mercredi  
9h à 17h30  
jeudi-vendredi  
9h à 21h  
samedi  
9h à 17h



Une autre mission pour L'Accueil du mail

# Centre d'emploi pour assistés sociaux



Il sera impossible de vider le mail de tous ses flâneurs, selon le directeur de l'Accueil.

par Monique GIGUERE

Tout en demeurant un centre de jour pour flâneurs et désœuvrés, accueil, au coeur du Mail Saint-Roch, a décidé de se convertir en centre d'emploi pour assistés sociaux.

Pas question de voler les emplois des maçons, des peintres ou des plombiers. Que de menus travaux! Démontez les abris d'hiver, nettoyez les derniers reliquats de l'hiver, nettoyez les cours, récupérer les casseroles, astiquer les planchers. Tout ça au prix du salaire minimum.

Le directeur de l'Accueil, André Pelletier, offre de faire le trait d'union entre, d'une part, les habitués du centre bénéficiaires de l'aide sociale, et, d'autre part, le public en général, gens d'affaires ou simples citoyens.

"L'Accueil est bien vivant et voit défiler en moyenne 125 personnes par jour", dit M. Pelletier en guise de réplique aux animateurs congédiés l'automne dernier, qui avaient prédit la fermeture du centre.

Les cartes, la télévision et la collation continuent en effet d'attirer chaque jour sa cohorte de badauds et de cafardeux. Non pas de vagabonds

et de robineux! Sans nier que certains usagers sont aux prises avec des problèmes d'alcoolisme, M. Pelletier signale qu'aucun d'eux ne boit de "robinette", ce mélange infect d'alcool à friction et d'eau.

L'essentiel de la clientèle de l'Accueil, souligne M. Pelletier, se compose d'assistés sociaux, de personnes âgées et d'anciens combattants qui ont tous en commun l'ennui. Et tous, quatre fois plus d'hommes que de femmes.

## Une banque de noms

C'est précisément pour tromper cet intrus, l'ennui, autrement que par les cartes qu'est née l'idée d'un mini-centre d'emploi. Pas de formulaires à remplir, ni d'entrevues à subir. Des emplois de courte durée qui permettront aux bénéficiaires de l'aide sociale d'arrondir leurs fins de mois sans voir leurs chèques amputés. Les montants que les assistés sociaux peuvent percevoir en sus de leurs prestations, sans danger de coupure, sont infimes en vérité: \$25 pour un célibataire et \$40 pour un couple, plus \$5

par enfant. En somme, une façon bien inoffensive de reprendre contact avec le marché du travail.

"Il faut y aller mollo avec des gens qui n'ont pas travaillé depuis trois ou quatre ans, dit André Pelletier. On ne demande pas à un ancien bûcheron de reprendre subitement la tronçonneuse. Au bout de deux jours, il va manquer de souffle."

Le directeur de l'Accueil estime qu'il faut y aller progressivement, sans effaroucher personne ni rien brusquer. Il ose néanmoins espérer que, dans certains cas, les petits travaux déboucheront sur des emplois permanents.

En prévision des appels qu'il recevra d'éventuels employeurs, M. Pelletier a déjà monté une banque comprenant les noms d'une cinquantaine d'assistés sociaux, tous prêts à renouer avec une occupation rémunérée. Dans l'ordre, il entend commencer par trouver du boulot aux habitués du centre, puis aux flâneurs du mail, enfin à tous les assistés sociaux de la ville de Québec! M. Pelletier croit, à juste titre, que

L'Accueil est particulièrement bien placé, en plein Mail Saint-Roch, pour jouer ce rôle de centre d'emploi. "Nous sommes au coeur de la main-d'oeuvre la plus disponible et le centre est ouvert le samedi", fait-il observer.

L'Accueil envisage même d'avancer le montant du transport aux futurs travailleurs fauchés qui devront utiliser l'autobus pour se rendre sur les lieux de leur travail.

## On ne videra jamais le mail

Réaliste, André Pelletier sait pertinemment qu'il ne réussira jamais à vider le mail de tous ses flâneurs. Cordés comme des sardines sur les bancs de pierre, ils passent des journées entières à regarder filer le temps.

Mais M. Pelletier espère que son initiative portera fruit. "Je souhaite, dit-il, que le téléphone sonne sans arrêt."

Les bénéficiaires de l'aide sociale, qui ne craignent pas les défis, et les employeurs disposés à requérir leurs services, peuvent joindre André Pelletier au 432, de l'Eglise, Mail Saint-Roch, ou au numéro 529-6949.



Des usagers sont prêts à balancer l'éternelle partie de cartes pour faire de menus travaux et reprendre ainsi contact avec le marché du travail.



Le Soleil, Jean Vallières

## L'Entraide à Charlesbourg Future coopérative de main-d'oeuvre

par Marcel COLLARD

"J'ai décidé de m'en sortir et d'en sortir d'autres avec moi" proclame fièrement M. Michel Lessard qui a finalement réalisé son projet d'une sorte de centre communautaire de main-d'oeuvre sous la nom "Entraide", à Charlesbourg.

Depuis quelques semaines, des citoyens font appel à l'organisation qui deviendra bientôt une coopérative pour faire exécuter des travaux par des gens en chômage offrant un éventail de compétences.

A 45 ans, Michel Lessard se trouvait sans emploi, après avoir été courtier, relationniste puis représentant commercial d'une compagnie qui dut fermer ses portes. Mais il avait la ferme détermination de s'en sortir. Après l'assurance-chômage, il fut réintégré à vivre des prestations du bien-être social. Aujourd'hui, il a 51 ans. Il mûrissait depuis trois ans un projet de coopérative de travail que le ministère de la Main-d'oeuvre et le CLSC Montagnais lui ont permis de réaliser.

### Le service

"Entraide" deviendra une coopérative formée de personnes pouvant effectuer diverses tâches non assujetties à des décrets ou à des lois, telles la réparation de meubles, d'appareils ménagers, de menuiserie (dite légère), des services de déménagements légers, de pose de fenêtres doubles, de déneigement et finalement, divers petits travaux d'entretien, soit les ménages, les nettoyages, l'entretien des terrains, divers petits travaux de peinture ou de tapisserie et plusieurs autres.

Seule publicité jusqu'à maintenant, une petite affiche au bureau de la main-d'oeuvre a attiré 76 membres (30 pour 100 de femmes) qui se sont présentés au bureau, au 480, 67e Rue est, à Charlesbourg.

Chaque travailleur(euse) doit se présenter à une entrevue pour vé-

rifier son intérêt, sa motivation, établir sa compétence et faire état de sa disponibilité.

Entre le 15 mars et le 15 avril, les personnes retenues ont accompli une somme de 250 heures de travail, dont la publicité se transmet de main à main grâce à un petit dépliant qui fait connaître "Entraide".

Mais M. Lessard vise beaucoup plus haut et il prépare une requête en incorporation pour atteindre peu à peu un rythme de croisière.

Tout en cherchant à redonner à ces travailleurs une occasion de revenir sur le marché du travail, M. Lessard croit que c'est les aider à se revaloriser en accomplissant des tâches selon leur compétence. Un des aspects importants du projet, précise en effet M. Lessard, sera la revalorisation du travailleur qui se sentira utile en prenant contact directement avec la personne bénéficiant de ses services. Les bénéficiaires des services rendus par des travailleurs ayant eux-mêmes vécu des problèmes particuliers, se sentiront solidaires les uns envers les autres.

En plus, le service s'adresse aux personnes handicapées pouvant, à mesure de leur capacité et de leur rythme, effectuer certains travaux, en atelier ou autrement.

### Le coût

Cette clientèle, que ce soit des personnes financièrement démunies, handicapées, âgées, des familles monoparentales, des personnes seules et la population en général, doit payer mais, chacun selon ses moyens.

Ce pourra être un travail rémunéré au taux minimal prévu par la loi ou jusqu'à \$8 l'heure. Le travailleur verse à la caisse du mouvement une quote-part de ses gains pour aider au financement.

Pour communiquer avec M. Lessard, il faut téléphoner à 626-9940. Le bureau est situé dans l'ancienne école Carrefour II.

## SEUL(E)?

Pour trouver l'amitié, l'amour, le mieux-être

## élan

- Un moyen moderne
- Un service personnalisé
- Des cours de Gym-Yoga Anti-Gymnastique
- Centre de rencontres et de gym-yoga
- 85, Grande-Allee est (de 11h à 20h-30)
- 522-7155

## A VENDRE PETIT DOMAINE

- A St-Raymond sur les bords du lac Sept-Iles.
- Terrain d'environ 48 000 pi. car.
- Chalet et abri pour le yacht.
- Ameublement et yacht inclus.
- Soir: 1-337-2027

**antiquités**

Lorraine Lemieux  
64, rte 138, Neuville, Qué. G0A 2R0 (418) 876-2676  
Ou sur rendez-vous: (418) 656-9921  
Ouvert samedi et dimanche P.M.

**LOCATAIRE VOICI UN MESSAGE TRÈS IMPORTANT**

En avez-vous assez de vous faire déranger à toute heure du jour et de la nuit?

Louez une maison neuve de 5 pièces, 2 salles de bains, un sous-sol, portepatio, stationnement et terrain aménagé.

A PARTIR DE \$450 PAR MOIS

construction canadienne  
843-2460 661-5553

## Des dépôts garantis à rendement élevé et à termes variés...

La Fiducie du Québec vous offre une gamme complète de dépôts garantis. Vous pouvez choisir la durée du dépôt et la fréquence de versements d'intérêts qui vous conviennent. Il s'agit d'un placement à rendement élevé dont le capital et les intérêts sont garantis de la date d'émission du certificat jusqu'à son échéance. De plus, il ne comporte aucuns frais.

**17 1/4**

3 ans  
Intérêts payés annuellement  
Dépôt initial minimum 1 000 \$  
Dépôts subséquents 500 \$

Nos conseillers se feront un plaisir de vous renseigner sur la gamme complète des dépôts garantis. À la Fiducie du Québec, on s'occupe de vous personnellement et en toute discrétion.

**Les dépôts garantis de la Fiducie du Québec, c'est une bonne affaire. Garanti!**

### Succursales Modes d'épargne

**Chicoutimi** (418) 549-5746  
1-800-463-9657  
Place du Royaume

**Laval** (514) 668-5223  
1-800-361-3803  
Place Val des Arbres

**Montréal** (514) 281-8840  
1-800-361-6840, poste 8840  
Complexe Desjardins

**Québec** (418) 653-6811  
1-800-463-4792  
Complexe Centre-Ville Sainte-Foy

**Sherbrooke** (819) 566-5667  
1-800-567-6920  
Place Jacques-Cartier

**Fiducie du Québec**

Taux sujets à changements. Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec.

desjardins

Les certificats de  
**DÉPÔT GARANTI**  
du Trust Général  
le mode d'épargne d'un intérêt  
**SUPÉRIEUR**

- Taux d'intérêt élevé
- Sécurité du capital et des intérêts
- Aucun coût
- Taux d'intérêt garanti
- Souplesse dans le paiement des intérêts
- Conseillers financiers à votre service

**17 1/4**

Intérêts versés annuellement  
Période de 3 ans. Dépôt minimum 500\$.  
D'autres certificats à des taux différents sont offerts pour des périodes allant de 30 jours à 5 ans.  
Taux sujets à confirmation.

**TRUST GÉNÉRAL**  
Québec: 1991, chemin Saint-Louis, 688-0630  
Lévis: 300, Côte du Passage, 833-4450

Institution inscrite à la Régie de l'Assurance-dépôts du Québec. Membres de la Société d'Assurance-dépôts du Canada.



# Un employeur insolite pour des défavorisés...

par Monique GIGUERE

Station de service à la recherche de délinquants ou drop-out ayant du cœur au ventre, âgés entre 16 et 24 ans, hommes ou femmes, peu scolarisés, économiquement défavorisés, intéressés à faire carrière dans le domaine de la mécanique.

Voilà un employeur étrange aux exigences pour le moins inusitées, dont les critères d'embauche diffèrent radicalement de ceux qu'on rencontre généralement sous la rubrique "Carrières et professions" des quotidiens.

Cet employeur insolite, c'est la Station BP, à l'intersection de la 3e Avenue et de la 64e Rue est, à Charlesbourg. D'ailleurs nul besoin pour lui de placer de telles annonces dans les journaux. Il recrute son personnel directement auprès d'une demi-douzaine d'organismes qui s'appellent le Service de probation juvénile du Cen-

tre des services sociaux de Québec, le Service des libérations conditionnelles, les centres d'emploi du Canada et du Québec et, surtout, les centres d'accueil, Laurentien, Laurizon, Le Phare, Tilly.

## Quatre ans

La Station de formation à l'emploi de Québec a ouvert ses portes il y a maintenant quatre ans, le 1er mai 1978, dans le plus grand secret, presque en cachette, ne voulant pas exposer des mineurs aux regards inquisiteurs du public.

Mis sur pied dans le cadre du Programme d'aide à la création locale d'emploi (PACLE), le projet dispense une formation de préposé de station-service à des jeunes aux prises avec des problèmes de drogue ou d'alcool, qui ont abandonné l'école, ont eu un

jour ou l'autre des démêlés avec la justice et qui sont à la recherche d'un emploi.

## 262 candidats

Depuis le lancement de la station en 1978 jusqu'en décembre 1981, 262 jeunes se sont présentés et ont demandé à suivre le cours de préposé de station-service ou d'apprenti-mécanicien. Soixante-dix-sept ont été acceptés. De ce nombre, 48 ont trouvé de l'emploi dans le domaine de la mécanique.

Sur les 29 qui restent, cinq ont été temporairement mis à pied pour des raisons d'ordre comptable, une dizaine ont décidé de changer d'orientation et une quinzaine ont été remerciés pour des raisons disciplinaires.

"Un stagiaire n'est jamais mis à la

porte sans qu'on lui en explique les raisons", signale Roger Bolduc, criminologue attaché à la station. "Notre règle, c'est la franchise. Les jeunes comprennent et acceptent nos motifs et le plus souvent nous donnent raison."

Un des problèmes majeurs, selon le concepteur du projet et directeur général de la station, Claude Roberts, c'est la ponctualité. "Il est difficile d'habituer les gars à se présenter à l'heure, dit-il. Robustes, débordants d'énergie, ils sortent le soir, ne regardant ni à la dépense ni aux quantités d'alcool qu'ils absorbent. Sauf que les lendemains sont parfois douloureux."

M. Roberts souligne que, paradoxalement, il ne s'est jamais trouvé dans la situation de devoir renvoyer un employé pour cause de vol, même si l'un de ses apprentis en avait jusqu'à 200 à son compte.

"Contrairement à ce qui se passe dans certains gros garages où disparaissent fréquemment lunettes ou gants laissés sur le siège par le client, ici il ne se commet jamais de vol", remarque M. Roberts qui a travaillé une bonne quinzaine d'années chez de gros concessionnaires automobiles de la région de Québec.

Comme pour donner plus de poids à ses affirmations, il signale que la station garde en permanence dans un endroit non verrouillé, au vu et au su de tout le monde, des pièces d'automobile pour un montant de \$70.000. Rien n'a jamais disparu, assure-t-il.

"Si on a envie de voler, aurait lancé un jour l'un des stagiaires, on ira voler ailleurs."

## Succès

A propos d'argent, le profit net de \$1.560.000 réalisé par la station pendant ses trois premières années d'exploitation, n'est pas sa plus mince réussite. Le chiffre d'affaires pour la même période s'élève à \$2.410.000 y compris les \$800.000 versés par le fédéral à titre de subventions. Les salaires, quant à eux, représentent environ 30 pour 100 du budget, soit \$700.000.

Les employés sont payés au taux du Comité paritaire de l'automobile, soit \$4.90 l'heure et la semaine de travail dure 44 heures.

A la fin de la période de formation, qui varie entre sept et huit mois, le stagiaire obtient, selon le cas, une carte de préposé de station-service ou une carte d'apprenti-mécanicien.

En plus de faire le service à la pompe, le préposé de station-service répare les crevaisons, vidange l'huile, change les accumulateurs, les courroies de ventilateur et de dynamo, les essuie-glaces, les phares, les filtres. Il fait aussi le démontage de certaines pièces, mais ne peut les remettre en place ni les régler.

Le directeur général de la station de formation se plaint de ce que les employeurs viennent chercher ses stagiaires avant même qu'ils aient ter-



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Un des stagiaires répare un amortisseur sous l'oeil vigilant du concepteur du projet, Claude Roberts.

miné leur cours. "On se les fait voler tout le temps", déplore-t-il.

## Les 40 ans

Une des clefs du succès de la station, selon Claude Roberts, c'est le quartier. Les paroissiens de Saint-Jérôme-de-l'Auvergne, dans Charlesbourg, sont des gens de 40 à 45 ans, fait-il observer, qui ont élevé une famille et qui manifestent une grande ouverture d'esprit à l'endroit des jeunes.

"N'essayez pas de répéter l'expérience dans Sainte-Odile où foisonnent les immeubles à logements peuplés de nouveaux mariés", prévient-il. Ce sera un échec. Les gens de 30 et 40 ans, soutient M. Roberts, "embarquent" plus facilement dans des projets de cette nature parce qu'ils ont vécu et connaissent la vie.

Depuis sa mise sur pied il y a très exactement quatre ans, la station de formation à l'emploi de Québec a fait des petits. Trois "bébés" sont nés, comme se plaît à le dire l'instigateur du projet: une station de formation en mécanique qui emploie des délinquants à Laval, une autre avec des détenus au coin de la 51e Rue et de la 1ère Avenue, à Charlesbourg, et une station de pompage avec service au 5035, 1ère Avenue, également à Charlesbourg.

La formule adoptée par la station de formation à l'emploi de Québec ayant fait amplement ses preuves, on songerait à l'appliquer à d'autres métiers.



Le Soleil, Jean-Marie Villeneuve

Denise Harvey, qui s'est vu confier la gérance d'un rejeon de Service BP, Guy Leblanc, président du conseil d'administration de la station de formation, Roger Bolduc, criminologue et Claude Roberts, directeur général.

**Profitez des spéciaux d'ouverture**

Revêtement de vinyle  
**Accord**  
GARANTIE 10 ANS

**REVÊTEMENT CARRIER & BISSON INC.**  
DIVISION ALUMINIUM CARRIER & BISSON

Bur.: 524-5225

SERIES 777X

APPROBATION SCHL 8799

**VOUS QUI PLANIFIEZ VOS RENOVATIONS PRINTANIERES, VENEZ NOUS CONSULTER...**

- tout genre de revêtement
- fenêtre bois, vinyle, aluminium
- porte de bois et d'acier, patio
- persienne

Manufacturier exclusif du revêtement Alum-Bois (La beauté du bois - sans entretien)

**Heures d'ouverture:**  
Lun. - Merc.: 9h. à 17h.  
Jeudi et vend.: 9h. à 21h.  
Samedi: 9h. à 12h.

Participez à notre **CONCOURS SPECIAL D'OUVERTURE** et courez la chance de gagner un **ENSEMBLE DE PATIO** d'une valeur de 1 250 \$

GRATUIT ESTIMATION A DOMICILE

"Venez visiter notre salle de montre"  
60, FLEUR DE LYS, QUEBEC (à l'arrière du Collège)  
TEL.: 524-5225

En collaboration avec Le Patio, meubles d'extérieur Inc.

Causeuse: 595.\$  
Fauteuil: 295.\$  
Pouf: 115.\$

Un modèle particulièrement avantageux. Allure, confort et prix. Facilement déhoussable, plusieurs tissus sont disponibles: coton, velours ou lainage.

Veuillez noter que Solo offre maintenant un service de rembourrage de qualité.

**SOLO**

Intersection boul. Hamel et boul. Henri IV  
871-4842

NOUVEAU NOUVEAU NOUVEAU

OFFRE SPECIALE D'INTRODUCTION

\$739

- Fini amande • coin ouvrant • bandes décoratives en laiton • peut se vendre en modules, séparément
- sous-pattes ajustables • sommier, matelas, couverture de lit et accessoires en sus.

Ameublement complet: cuisine, salon et ce mobilier de chambre **\$1 995**

Financement sur le côté du magasin

- Plan de mise de côté
- Visa, Master Card et American Express acceptées
- Financement offert
- 2 étages de meubles

LES AMEUBLEMENTS **GAUDET ET FILLES INC.**

355, Marie-de-l'Incarnation, Québec 681-6054

Du nouveau d'Italie

...au Coq Rôti!

QU'EST-CE QU'IL Y A DANS L'OEUF?

Depuis quelques semaines un oeuf spectaculaire aux couleurs de l'Italie flotte aux quatre coins de Québec - Lévis. Malgré les jours froids, la couvaie va bon train et l'éclosion est prévue pour la fin d'avril. Que va-t-il en sortir? Dans les quatre restaurants le Coq Rôti, on nous dit que la réponse sera bientôt au menu et qu'un second panneau-réclame sera affiché par la même occasion. De l'avis de plusieurs, (la compagnie Médiacon vient de mettre le panneau de l'Oeuf en nomination), cette campagne de publicité serait la plus belle qu'on ait vue ces dernières années. Le plus intéressant de l'histoire est que sa création et sa réalisation sont l'oeuvre d'une agence de Québec, fort connue à Montréal où elle a vu le jour il y a plus de 20 ans: Cabana, Séguin. Le bureau de Cabana, Séguin-Québec, qui ne regroupe que des talents de la Vieille Capitale, serait à concevoir de nouvelles campagnes d'un égal éblouissement. En plus du « nouveau d'Italie », l'Oeuf cacherait donc aussi un nouveau leader de la communication publicitaire à Québec. Tout un oeuf, quoi!

(Publi-réportage)

CLINIQUE AKG

Jeudi, vendredi, samedi

VENEZ FAIRE VERIFIER GRATUITEMENT, SUR UN EQUIPEMENT SOPHISTIQUE, L'INSTALLATION ET L'ETAT DE VOTRE CELLULE MAGNETIQUE

P.-S. APPORTEZ VOTRE TOURNE-DISQUE

710, CÔTE FRANKLIN QUEBEC, QC  
Tel.: (418) 687-0909



# ...qui ne demandent qu'à rester et travailler

**par Monique GIGUERE**

"J'ai trouvé l'entraînement difficile, mais je suis bien content de moi. S'ils veulent me garder, je vais rester ici. Je me sens bien."

Bertrand Poulin, un Beauceron de 27 ans, a un lourd passé derrière lui. Trois ans de pénitencier à l'Institut Archambault, à Montréal, pour un crime passionnel. Libre depuis 1979, Bertrand a trouvé son séjour en prison assez pénible pour ne plus vouloir jamais y remettre les pieds.

Il a eu vent pour la première fois de l'existence de la Station de formation à l'emploi de Québec en 1979. Il y a suivi le cours d'apprenti-mécanicien, puis est allé gagner sa croûte dans d'autres stations. Depuis trois mois, il est de retour à la station BP et voudrait bien y rester.

Jean-Guy Gaudet, 35 ans, a perdu la moitié d'un pied sur un chantier de construction. "Je suis ralenti à cause de mon handicap, confie-t-il. Parce que je ne marche pas aussi vite que les autres, les employeurs ne sont pas intéressés à m'embaucher".

Il a été dirigé à la station BP par la Commission de la santé et de la sécurité du travail. Il vient de terminer son entraînement comme apprenti-mécanicien et les chances sont bonnes que Bertrand et lui deviennent bientôt des employés permanents de la station.

Si l'on excepte l'âge, ces deux cas sont assez typiques des stagiaires qu'accueille le Centre BP de formation à l'emploi. Délinquants, ex-détenus, chômeurs, assistés sociaux, bref tous travailleurs en difficulté.

En temps normal, la station fonctionne avec cinq employés permanents doués pour l'enseignement et dix stagiaires. Ces derniers ne sont que deux présentement. La raison en est simple: le dernier cours a pris fin le 22 janvier et le prochain ne commencera que le 1er mai.

**Une femme**

Au nombre des employés permanents, trois mécaniciens instructeurs, un comptable et un oiseau rare dans un garage, une femme! Denise Harvey est préposée de service à la station BP depuis trois ans.

"C'est une blague qui m'a amenée à la mécanique", rappelle-t-elle. Forcée d'abandonner son poste de préposée à Robert-Giffard après qu'une maladie lui eut claqué une porte de fer dans le dos et fracturé dix vertèbres, Denise s'est retrouvée un soir dans la salle de montre d'un garage en compagnie d'une copine en train de bâcler l'achat d'une nouvelle voiture.

"En pleine transaction, le téléphone sonne, poursuit-elle. C'est une cliente dont le véhicule flambant neuf vient de tomber en panne. Seul au garage, le propriétaire se retrouve devant le dilemme de perdre une vente ou mécontenter une cliente."

"Je vais aller la dépanner", offre tout bonnement Denise. Mal pris, le propriétaire acquiesce. "C'était un câble de batterie mal ajusté", se souvient-elle. Denise remet la voiture en marche et de retour au garage dit au propriétaire, toujours à la blague: "Vous n'auriez pas besoin d'une em-

ployée ici?" "Il a souri", dit Denise. Puis au moment de partir, elle revient à la charge et lance: "Je suis sérieuse, vous n'avez pas besoin d'une employée?" Interloqué, ne sachant

trop quoi penser, il dit: "Eh bien, présente-toi mercredi matin à 8h". C'était en 1978. Denise y était encore quand la Station de formation à l'emploi l'a approchée pour enseigner

le métier de préposé de station-service à ses stagiaires. N'étant pas femme à hésiter longtemps devant un nouveau défi, elle plonge à nouveau. "Il y a bien quelques

petits gars qui ont fait la grimace en voyant une femme leur enseigner leur métier, signale-t-elle. Mais ça n'a pas duré. Je n'ai aucune difficulté avec mes "boys", dit-elle sur un ton où perce la

satisfaction. C'est moi le patron, ils le savent, mais on est copain copain". Denise a su éviter le piège de jouer à la mère avec ses élèves. "Notre

relation, dit-elle en résumé, est faite d'un mélange d'autorité et d'amitié". Après trois ans, Denise Harvey est mûre pour une nouvelle expérience. Très bientôt,

elle va assumer la gérance d'un rejeton de BP, une nouvelle station de pompage avec service dans la 1ère Avenue.

**Fierté**

Claude Roberts n'est pas peu fier des réalisations de la station de formation BP. Il a lui-même commencé en bas de l'échelle. Il a gravi les échelons un à un: mé-

canicien, contremaître, gérant de service, directeur, puis directeur général.

Issu du quartier du Palais, à Québec, Claude Roberts a grandi dans un milieu où la déviance et la délinquance étaient monnaie courante. Il connaît son monde. Entre lui et ses apprentis, s'est installé un courant de sympathie qui explique le succès de l'entreprise.



Denise Harvey est l'oiseau rare du garage. "Je n'ai aucune difficulté avec mes Boys, dit-elle, c'est moi le patron, ils le savent, mais on est copain copain".

**CP** SERVICE DE CURRICULUM VITAE ET D'ORIENTATION de Québec Enr.

LINE MATHIEU et MICHELE MATHIEU  
Conseillères d'orientation

- Rédaction de curriculum vitae
- Orientation scolaire et professionnelle
- Tests d'aptitudes, d'intérêts et autres
- Information scolaire et professionnelle
- Relation d'aide et connaissance de soi
- Pour rendez-vous, téléphoner entre 9h00 et 17h00

965, Chemin Ste-Foy, Québec  
Tél.: 683-5708

Voyez-Sentez-Appréciez la **Différence de Sanitone** dans notre nettoyage à sec

**RABAIS \$1.00**

Conditions: Aucun coupon ne sera accepté après la liquidation. Applicable sur la note totale de votre facture. 1 coupon par client - non négociable. Valable jusqu'au 15 mai 1982.

**R. Ferland**

nettoyeur à sec Inc.

VOUS POUVEZ COMPTER SUR NOUS!

Galeries de la Canadienne 661-4623 1420, Notre-Dame Anc. Lorette 872-2556 721, 3e Avenue Limoulu 523-4832

**R. Ferland** nettoyeur à sec Inc.

**Gaétan Lussier nommé à l'Agriculture**

OTTAWA (d'après PC) — M. Gaétan Lussier, sous-ministre fédéral de l'Agriculture depuis 1977, vient d'être nommé sous-ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a annoncé le bureau du premier ministre Trudeau.

M. Lussier siégera aussi à la Commission de l'Emploi et de l'Immigration. Il remplace ainsi M. Douglas Love, qui vient d'être nommé à la tête de la section Nouvelle-Ecosse du ministère d'Etat pour le développement économique et régional.

# SUPER SPÉCIAL SALON 749<sup>00</sup>

canapé 3 places + canapé d'angle

Contemporain, confortable, un mobilier de salon **SUPER SPÉCIAL** comprenant canapé 3 places 90" et canapé d'angle 56", garni de tissu marine à motifs blancs. Il donnera à votre intérieur ce petit air printemps tout en faisant des économies super-substantielles.

livraison immédiate (quantité - 25)

Disponibles:

|                   |        |
|-------------------|--------|
| canapé 2 places   | 395 \$ |
| canapé 3 places   | 495 \$ |
| canapé-lit simple | 569 \$ |
| canapé-lit double | 649 \$ |

Disponibles à nos 3 magasins

## LA GALERIE DU MEUBLE

|                                                         |                                                         |                                                            |                                                |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|
| <b>ROCHE-BOBOIS:</b><br>16, RUE COURCELETTE<br>681-4101 | <b>CONTEMPORAIN:</b><br>18, RUE COURCELETTE<br>681-0171 | <b>TRADITIONNEL:</b><br>1299, BOUL. CHAREST O.<br>681-0171 | <b>LES GALERIES DE LA CAPITALE</b><br>681-0171 |
|---------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|

Les petites choses qui font toute la différence: personnel qualifié et courtois, service de décoration intérieure gratuit, vaste sélection de meubles, tapis, tissus, peintures, stores, lampes, accessoires décoratifs, gravures-visite à domicile-entreposage et mise de côté-inspection et polissage des meubles en atelier avant livraison-livraison et installation dans les principaux centres de la province-satisfaction ou remboursement-garantie d'un an (sauf tissus)-Cartes de crédit acceptées.



# M. Laurin, il faut tenir parole



anne-marie  
voisard

Après la fuite survenue en janvier, qui a permis au camarade Damien Gagnon de sortir en primeur le nouveau projet de réforme scolaire au Québec, voilà que le ministre de l'Éducation, Camille Laurin, revient sur le sujet sans attendre la publication du Livre blanc, prévue d'ici l'ajournement des travaux de l'Assemblée nationale.

Il faut se réjouir que le ministre n'ait pas renoncé à son intention de corriger les faiblesses de notre système. En cette période de crise, où les esprits sont davantage centrés sur les problèmes de chômage et de menace de gel des salaires, M. Laurin aurait pu être tenté de laisser dormir son plan de réforme. D'autant plus que les réactions à l'avant-projet de janvier ont été particulièrement vives.

Au lieu de cela, M. Laurin nous revient avec un plan, dans l'ensemble, amélioré. Il tient compte de certaines critiques, sans rien sacrifier pourtant aux grands principes qui ont guidé l'orientation de son premier projet. Par exemple, le ministre continue de croire que l'école n'a pas besoin d'être confessionnelle pour assurer un enseignement religieux de qualité. C'est la loi, selon lui, qui peut le mieux garantir le respect des individus, parents et enfants, avec toutes leurs diversités. L'acharnement que met l'Association des parents catholiques à défendre le maintien de

structures catholiques donne ici raison au ministre. Les non-croyants et les non-pratiquants, qui veulent pour leurs enfants un enseignement moral, doivent être assurés que l'école les traitera sur un pied d'égalité avec les catholiques pratiquants. Ce qui, dans le contexte actuel du droit à l'exemption, n'est pas vraiment le cas.

A ce sujet, il est intéressant de constater que la position du ministre n'est pas très éloignée de celle exprimée récemment par les évêques. Tout en affirmant leur préférence, "bien naturelle", admettent-ils, pour des structures confessionnelles, les évêques ne s'opposent pas, s'il le faut à l'abandon des traits confessionnels qui affectent aujourd'hui les commissions scolaires.

La deuxième version de l'avant-projet de loi maintient une volonté de déplacer vers l'école les pouvoirs qui appartiennent encore aux commissions scolaires. Cette fois, M. Laurin a cru bon d'assurer une voix aux enseignants et aux élèves. C'est un oubli qu'il devait absolument réparer. On voit mal, en effet, comment une école pourrait être administrée sans la présence de ceux qui y vivent.

Laisser le pouvoir aux seuls parents et au directeur, comme le voulait l'avant-projet de loi, devenait une porte ouverte à tous les abus. On imagine le directeur, habitué à être le patron dans son école, qui manipule les parents généralement peu au fait des lois scolaires et de leurs réels pouvoirs. Cette situation existe d'ailleurs dans un certain nombre de comités d'école actuellement. Sans doute risquait-elle de se reproduire à l'intérieur des futurs conseils d'administration des écoles. Il faut craindre aussi le pouvoir

des parents parce que leur préoccupation première ne vise pas l'ensemble des élèves, mais leurs propres enfants. Quelles chicanes en perspective!

Les commissions scolaires sont particulièrement touchées par le projet de M. Laurin. De 255 actuellement, leur nombre sera réduit à 109. Au lieu de diriger, elle ne seront plus là que pour donner des services aux écoles. Il n'y a pas lieu pour autant de pleurer sur leur sort. Depuis la réforme Parent, il y a vingt ans, les commissions scolaires sont restées sur la défensive. Au lieu de s'adapter et de chercher à innover, elles ont lutté pour conserver le statu quo. Réfractaires au regroupement, qui leur fut malgré tout imposé, dans les années 60, les voilà aujourd'hui, à côté de l'Association des parents catholiques, qui luttent pour le maintien des structures confessionnelles.

Le ministre a l'air de tenir à son projet de décentralisation des pouvoirs vers l'école. Il semble disposé, par ailleurs, à se montrer beaucoup plus conciliant avec les anglophones de la région de Montréal. Ceux-ci auraient, en plus de leurs écoles, des commissions scolaires spéciales. Les francophones de l'Ontario ne bénéficieraient pas d'autant d'égards.

L'intérêt avoué de M. Laurin pour les étudiants mérite aussi d'être retenu. On voudrait bien toutefois que ce "préjugé favorable" du ministre se reflète au niveau de l'école. Des conflits encore récents dans les écoles polyvalentes de la région, à Giffard et à Lévis par exemple, nous démontrent que ce n'est pas toujours ce qui existe. M. Laurin nous promet, d'ici deux mois, une politique de vie étudiante. Il faut qu'il tienne parole.

## bloc-notes

### Mulroney en campagne

La campagne empressée que mène M. Brian Mulroney auprès des militants conservateurs est trop subite pour ne pas être suspecte.

M. Mulroney a eu maintes fois la chance dans le passé de se présenter aux élections et de défendre sur le parquet des Communes les idées qui lui sont chères. Il a plutôt préféré se réfugier confortablement dans ses bureaux de l'Iron Ore.

La contestation du leadership de M. Clark étant toujours en cours, M. Mulroney croit l'heure enfin venue de prendre sa revanche, après l'échec qu'il a subi en 1976. Mais il n'a peut-être pas mesuré correctement la taille des obstacles qui se dressent sur sa route.

Le premier de ces obstacles est évidemment le scepticisme des militants devant l'empressement de M. Mulroney à recueillir des fonds pour le parti. Tout le monde aura compris que le président de l'Iron Ore a entrepris sa campagne en vue de remplacer le chef actuel. Or, on lui demandera pourquoi il n'a pas mis ses talents plus tôt au service de son parti au Québec, où le manque de candidats de prestige fut une cause importante de la piètre performance du PC.

Mais surtout, on s'inquiète de sa campagne contre M. Clark, au moment précis où ce dernier a fait la démonstration qu'il était très sensible aux revendications du Québec, au cours du débat constitutionnel, après avoir fait la preuve de sa capacité de communiquer fréquemment et correctement avec les Québécois de langue française.

Enfin, on sera en droit de demander à M. Mulroney pourquoi il est demeuré si muet pendant le déchirant débat constitutionnel, alors que c'étaient les droits et privilèges de l'Assemblée nationale de sa propre province qui étaient en jeu. M. Clark, un Albertin, s'est montré plus empressé à défendre les objectifs légitimes du Québec que M. Mulroney, un Québécois.

Ce combat qui s'engage permettra de mieux mesurer la qualité des deux hommes et surtout de mieux apprécier les efforts et les succès de M. Clark, qui dut se battre tant contre son parti que contre M. Trudeau pour faire triompher des principes d'élémentaire démocratie. Avant que M. Mulroney n'affiche une pareille performance, il devra d'abord s'impliquer publiquement dans les débats controversés.

## billet

### Le bénévolat, ce méconnu

C'est aujourd'hui que prend fin la "semaine du bénévolat". Un mot qui n'a plus le sens étiqué qu'on lui donnait mais dont on méconnaît encore trop le sens qu'il a pris.

Hier, faire du bénévolat, c'était presque uniquement poser un geste religieux, pratiquer la charité chrétienne enseignée par la religion. Pourtant, en ces temps où nombre de gens prétendent ne croire ni à Dieu ni au diable, on pratique plus que jamais le bénévolat.

Hier, on prétendait, souvent en signe de moquerie, que le bénévolat était l'affaire de bonnes sœurs, de mystiques ou, tout simplement de petits vieux qui en faisaient pour passer un temps dont ils disposaient largement. Pourtant, on serait étonné du nombre de jeunes qui s'adonnent par engagement social.

On prétend encore que beaucoup de ceux qui font du bénévolat y trouvent une bonne conscience, désirent se faire remarquer ou, même, y recherchent quelque crédit le plus souvent monnayable. Cela existe et existera toujours. La charité et le dévouement n'ont pas à rendre de comptes personnels.

Pourtant, le bénévolat que l'on pratique de nos jours et qui

prend des dimensions insoupçonnées, a plus de signification que certains veulent bien lui reconnaître. Quelles que soient les motivations personnelles ou de groupe de ceux qui le pratiquent, il est devenu un élément d'engagement social, de progression dans notre société, une voie nouvelle vers un monde plus humain, plus harmonieux et plus juste. Il est une prise de conscience de notre liberté et de notre responsabilité.

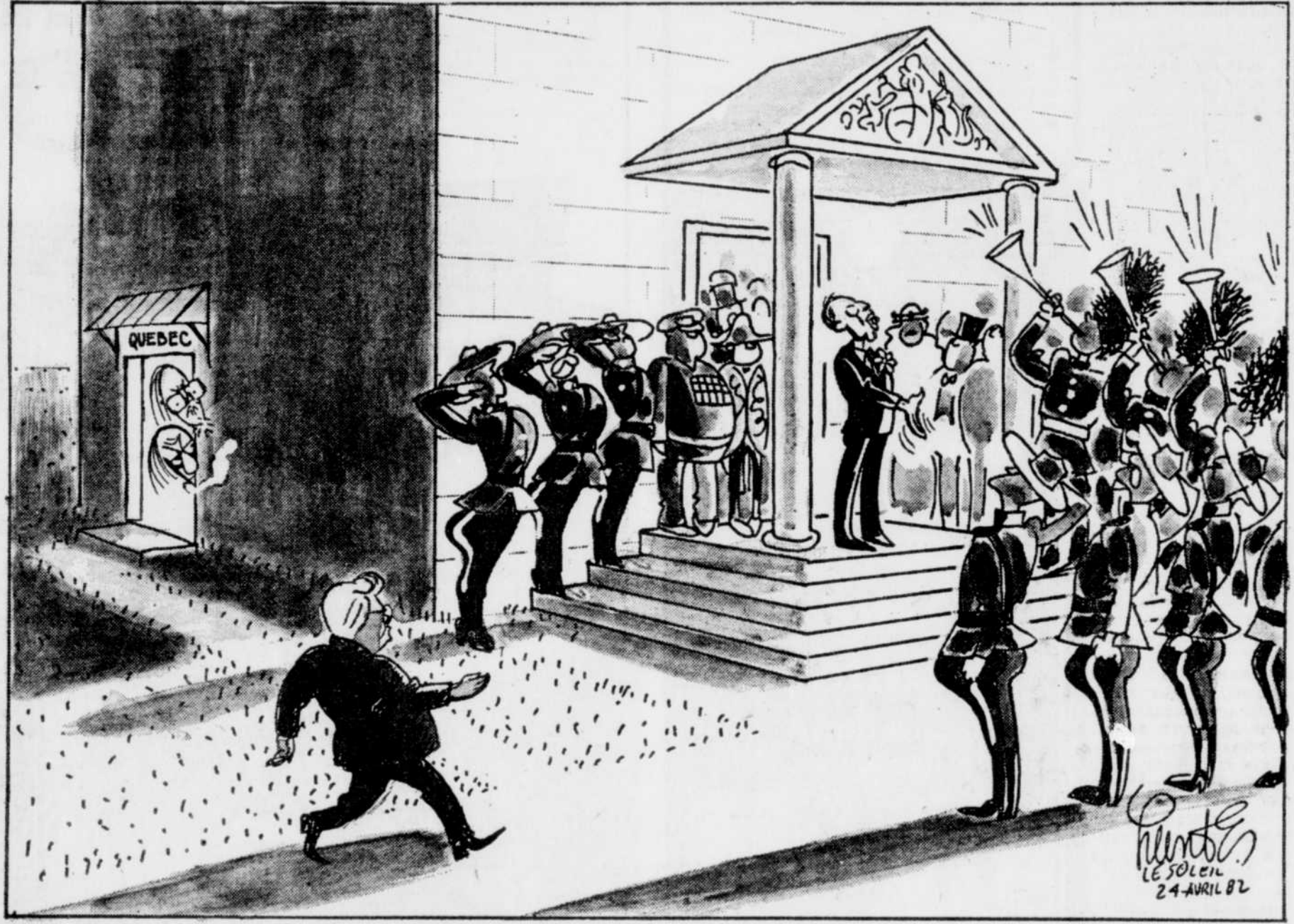
Certes, ces gens qui donnent un peu de leur temps et d'eux-mêmes pour une cause ou des personnes auxquelles ils croient, convient-il d'admirer et de louer leur dévouement.

Mais cela n'est pas suffisant. Il faut entrer dans le mouvement et, surtout, comprendre que cette gratuité sert éminemment l'épanouissement de la justice sociale que trop de gens croient être l'apanage exclusif de l'État.

Celui-ci n'a pas toutes les solutions aux problèmes humains et sociaux de l'heure. Cette recherche appartient à l'effort collectif des individus, à la poursuite de cet humanitarisme dont nous avons un si précieux besoin. Et le bénévolat, pris dans toute son acception actuelle, ne s'avère-t-il pas là l'instrument rêvé?

Paul LACHANCE

**NDLR:** La rubrique hebdomadaire "Le mot du rédacteur en chef" reviendra comme à l'accoutumée la semaine prochaine.



## point de vue sur l'économie

### Le programme Lalonde en désarroi



roger  
dehem  
(Collaboration  
spéciale)

Le prix de l'essence est maintenant sensiblement plus élevé au Canada (surtout au Québec) qu'aux États-Unis. Il a été relevé encore dernièrement à la suite d'une grève des pompistes, dont la marge de profit avait été rognée excessivement par le ministre des Finances et par les compagnies pétrolières.

D'autre part, les mégaprojets dans les sables bitumineux sont en voie d'être suspendus, et le forage de puits dans l'Ouest a diminué de 25 pour 100 depuis un an. Cependant, le programme national de l'énergie d'octobre 1980 n'avait-il pas eu comme but, entre autres, de protéger le consommateur canadien contre la rapacité de l'OPEP, et d'assurer l'autosuffisance énergétique du pays d'ici 1990? Ce programme visait, en outre, à canadianiser l'industrie pétrolière et à assurer un partage équitable des revenus exceptionnels engendrés par la hausse des prix pétroliers.

Il est paradoxal qu'à peine dix-huit mois après le lancement du programme national, et huit mois après l'ac-

cord Ottawa-Edmonton, l'on voit à la fois l'industrie pétrolière râler à la suite du coup d'assommoir que lui a asséné M. Lalonde, et les consommateurs se demander comment ils ont pu être autant lurrés et exploités. Les pompistes, eux, ont réagi de façon spectaculaire, et ont obtenu satisfaction aux dépens des consommateurs.

Le programme énergétique de M. Lalonde était excessivement ambitieux et complexe. Il voulait faire d'une pierre plusieurs coups, c'est-à-dire qu'il s'était fixé plusieurs objectifs quasi incompatibles. Il a aussi dû être négocié avec les provinces productrices. Bien que compliqué, il était vulnérable parce qu'il reposait sur des hypothèses simplistes, la principale étant la hausse continue du prix international du pétrole.

Dès sa mise en route, ce programme a suscité des réactions négatives, principalement de la part des producteurs dont il asséchait les ressources par des prélèvements fiscaux considérables. Non seulement brisait-il l'élan de l'exploration et de l'exploitation au Canada, mais l'on a assisté, l'an dernier, à un exode du matériel de forage vers les États-Unis, où sa rentabilité était bien supérieure. Puis vint l'épisode de la canadianisation de Petrofina Ca-

nada. Elle coûta cher au consommateur canadien, sans lui apporter d'autre satisfaction qu'un changement d'enseigne dans les stations-service. Cette opération affaiblit aussi la balance des paiements du pays, et contribua à maintenir les taux d'intérêt au niveau que l'on sait.

Entre temps, le prix du brut sur le marché international s'est mis à fléchir, contre toute attente. Ceci a modifié les perspectives de rentabilité d'investissements nouveaux. Le projet Cold Lake fut suspendu l'été dernier, et celui d'Alsands est en voie de l'être.

Non seulement les sociétés pétrolières, en dépit des incitations théoriques de M. Lalonde, réduisent-elles leurs investissements, mais les raffineurs de l'Est ont eu tendance à remplacer leurs achats de brut albertain par du brut importé subventionné en vertu du programme aux clauses rigides. Ceci a provoqué une réduction de la production en Alberta, avec les conséquences que cela comporte pour les producteurs et les gouvernements-sangues. Aussi M. Lalonde a-t-il récemment dû adresser des semonces aux raffineurs pour augmenter leurs achats de pétrole albertain.

Aux États-Unis, les prix des produits pétroliers se sont

mis à baisser peu après que M. Reagan eut supprimé les contrôles que son prédécesseur avait laborieusement mis en place. Producteurs et consommateurs s'en félicitent, alors qu'au Canada les uns et les autres font entendre leur rogne.

La différence entre les conditions canadiennes, sous l'égide du programme national, et les conditions du marché libre aux États-Unis, tient précisément dans les contraintes et prélèvements fiscaux imposés au Canada. Le gouvernement fédéral et celui du Québec, chacun à sa façon, ont vu dans le pétrole un véhicule fiscal, c'est-à-dire une matière qui permet aux gouvernements de faire assumer les coûts de leurs politiques diverses par les contribuables et les consommateurs. Hydro-Québec est, d'ailleurs, utilisé par M. Parizeau aux mêmes fins.

Un an et demi à peine après son lancement, le programme énergétique national est dépassé par les événements. Ses objectifs multiples et ambitieux se sont déjà estompés au-delà de l'horizon: les prix au consommateur sont plus élevés qu'aux États-Unis; l'autosuffisance pour 1990 est une chimère à laquelle personne ne croit plus; la canadianisation est enlisée par manque de ressources et par les réactions coûteuses qu'elle entraîne.





Le premier ministre Trudeau rit à une plaisanterie du premier ministre de France, Pierre Mauroy, au cours de la conférence de presse commune qu'ils ont tenue hier à Ottawa. Conférence de presse sous le signe de la détente et de l'humour...

# Lévesque fait encore confiance à la France

par Michel DAVID

M. René Lévesque refuse de voir dans les propos tenus à Ottawa par le premier ministre français, M. Pierre Mauroy, une quelconque "folklorisation" des liens entre la France et le Québec.

"Nous croyons savoir dans quel état d'esprit nos amis français viennent au Canada, a dit M. Lévesque. Il est normal qu'il y ait des relations convenables entre le Canada fédéral et la France. Mais il n'est pas du tout question de détendre ou de banaliser les relations franco-québécoises".

Il y a deux jours, dans la capitale fédérale, M. Mauroy a multiplié les déclarations d'amitié à l'endroit du Canada, ce que plusieurs observateurs ont interprété comme la volonté du gouvernement français de "normaliser" ses relations avec Ottawa au détriment du Québec.

"Je vois plus de virage, dans les manchettes de journaux que dans les propos de M. Mauroy", a déclaré M. Lévesque. Selon lui, c'est carrément "charrier" que de parler de "folklorisation" des relations franco-québécoises.

Dans les milieux gouvernementaux, on ne semble pas trop s'en faire, à la veille de l'arrivée au

Québec de M. Mauroy, qui doit atterrir à Bagotville demain.

"Vous verrez par les déclarations qui seront faites que la France ne nous a pas abandonnés", a lancé hier le whip du Parti québécois, M. Guy Chevrette.

Selon certaines informations, le premier ministre français aurait en effet en poche une ou deux petites phrases de nature à dissiper les inquiétudes que les déclarations d'Ottawa ont pu faire naître. Le premier ministre français aurait en effet l'intention de réitérer l'assurance donnée jadis par M. Valéry Giscard d'Estaing, à l'effet que la France serait toujours derrière le Québec, quel que soit le chemin qu'il prendrait dans l'avenir.

Priorité à l'économie

Quoi qu'il en soit, la visite de M. Mauroy sera placée d'abord sous le signe de la coopération économique.

L'élément le plus spectaculaire en sera évidemment l'annonce d'un accord énergétique entre Hydro-Québec et la société Pechiney-Ugine-Kuhlman, en vue de l'implantation d'une aluminerie dans la région de Bécancour.

On devrait également annoncer la formation d'une commission franco-québécoise chargée d'harmoniser les normes de fabrication dans les deux pays, ce qui faciliterait les échanges commerciaux.

**LA FRANCE**

TAPIS

728 de Brabant, Sainte-Foy, 656-6375

LES CONSULTANTS EN DECORATION

## St-Pierre-et-Miquelon Ottawa prêt à faire des concessions à Paris

OTTAWA (d'après UPC et AFP) — Le Canada pourrait accorder à la France une certaine zone économique au large des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, mais n'accèderait pas la demande française d'une zone de 200 milles, a déclaré hier le ministre des Affaires étrangères, M. Mark MacGuigan.

Le ministre a dit avoir offert des concessions mineures jeudi au premier ministre Mauroy sur la question des droits marins autour des minuscules îles situées à 16 kilomètres de Terre-Neuve. Au moment d'atterrir à Ottawa, M. Mauroy provenait des îles françaises de Saint-Pierre-et-Miquelon; le sujet était dans l'air et nous en avons brièvement discuté à ajouté le ministre des Affaires extérieures.

Les échanges entre les deux hommes ont aussi porté sur une invitation aux investisseurs français à s'impliquer dans les projets arctiques, tel la liquéfaction du gaz naturel pour le transport dans des méthaniers géants. La France a indiqué qu'elle pourrait fournir un marché pour ce gaz.

La France a d'autre part rappelé que les investissements canadiens dans le projet Airbus, mené en consortium par plusieurs états européens, étaient les bienvenus. Selon les Canadiens, l'offre est intéressante mais demande à être étudiée plus longuement.

Conversations à Toronto

Par ailleurs, à Toronto, le premier ministre français a rencontré des hommes d'affaires importants tel Conrad Black, président de la corporation Argus, avant un dîner d'apparat offert par le premier ministre Davis d'Ontario.

La rencontre avec des hommes d'affaires réunissant 19 hommes d'affaires de premier plan tandis que 400 personnes ont assisté au grand dîner officiel.

## Samson accède à la tête du SCFP

TORONTO (PC) — A la suite d'un dénouement dramatique, Pierre Samson, un Québécois, a été élu à la présidence du Syndicat canadien de la fonction publique par une faible marge de 206 à 204 sur le candidat de l'establishment, Bill Doherty, et ce à l'issue d'un troisième scrutin.

Accusant la veille garde de diriger le syndicat comme s'il s'agissait d'une corporation, Pierre Samson a promis de faire du Syndicat canadien de la fonction publique un syndicat plus digne de foi, plus responsable et plus militant.

## Demandées

Les véritables  
CAPSULES  
CASSE-GRIPPE  
CUNARD  
adultes / enfants

Fabriquée au Québec

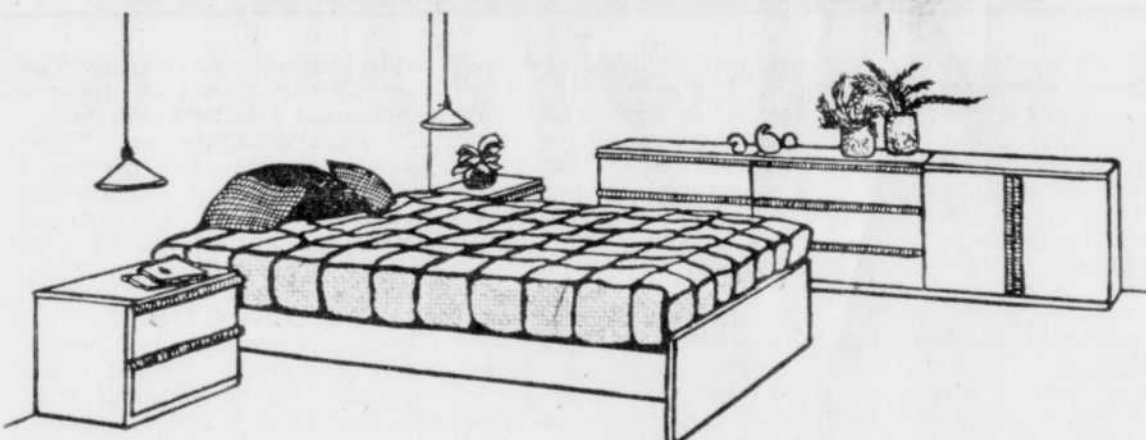


En vente: aux marchés d'alimentation, dépanneurs et certaines pharmacies.

Distribuées par: SERVICE SANTE-HYGIENE G.V. INC.

**HABITAT 811** 3070, chemin St-Louis, 659-4425  
coin Laforest

## HABITAT 811 vous présente son SPECIAL PRINTEMPS



**MOBILIER DE CHAMBRE**  
Fabriqué de mélamine et  
de frêne solide.  
Couleurs blanc et beige

**995\$**  
tel qu'illustré\*

Venez profiter de plusieurs spéciaux en magasin

**VENTE COMPTANT  
PRIX COUTANT**

VENEZ VISITER NOS  
TENTES!  
MILLIERS  
D'ARTICLES  
A RABAIS  
POUR VOUS

ÇA SE POURSUIT  
DERNIERE JOURNEE

**TOUCHATOU**

Des centaines de spéciaux vous attendent dans nos tentes  
EFFECTIF JUSQU'AU 24 AVRIL 1982

445, boul. Pierre-Bertrand  
VILLE-VANIER  
687-2960

1200, 80e Rue est  
CHARLESBOURG  
628-0450

## COMPAREZ: PRIX • QUALITE • SERVICE

**SERIE PRO**  
GARANTIE 5 ANS  
pièces et main-d'oeuvre

**AKAI**  
c'est toute une musique!

AMPLIFICATEUR  
Intégré stéréo AM-  
U11, puissance de  
40 w. total



SYNTONISATEUR  
stéréo FM/AM  
AT-K11  
Indicateur de force du  
signal. Indicateur de  
syntonisation FM.  
Indicateur FM Stéréo.

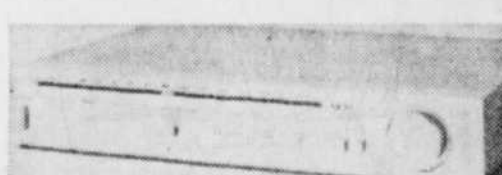


TABLE  
TOURNANTE  
à retour  
automatique,  
cartouche  
incluse  
AP-B21C



HAUT-  
PARLEURS  
WW-1011 à 2  
voies, d'une  
capacité de 50  
w. chacun.

UN JUSTE PRIX  
GARANTI  
**489\$**

**SONART**  
l'artiste du son

8, Trans-Canada ouest, Lévis — 833-6261  
845, Marie-Victorin, St-Nicolas — 831-1164



Affaires sociales

# Bienvenue au Dr Lucas

Concernant le Dr Paul-Emile Lucas, ophtalmologiste, et son épouse, pédiatre, dont il était question en première page du SOLEIL du 17 avril dernier, je me considère comme privilégié d'avoir eu l'occasion de rencontrer comme vous ce couple charmant dans leur minuscule appartement de la rue Franklin à Québec. J'y ai trouvé des gens dignes dans leur pauvreté, affables, cultivés, discrets, et qui ne veulent surtout pas se plaindre trop fort par crainte de représailles. Même en pays libre, ils continuent à se méfier. Ils ne désirent qu'une chose: pouvoir gagner leur vie honorablement au plus vite et se sentir à nouveau utiles à la société, afin de pouvoir envisager de retrouver un jour leurs enfants avec eux au Québec.

J'ai surtout révisé le dossier de M. Lucas puisque nous cherchions un ophtalmologiste. Ce dossier je l'ai trouvé impressionnant. Médecin depuis 1959, Paul-Emile Lucas possède plus de 20 ans d'expérience en ophtalmologie et chirurgie oculaire. Il fut également chef de service pendant six ans en Roumanie et en Tunisie. Il s'est adonné à la recherche et il a plusieurs publications scientifiques à son crédit. De 1973 à 1975, il était prêt par son pays à l'Hôpital d'ophtalmologie de Djerda, en Tunisie comme médecin spécialiste en ophtalmologie et chirurgie oculaire et chef de service. En 1972, il avait suivi un cours de sur-splacé en microchirurgie oculaire et greffe de la cornée, à l'université de Bucarest; et de nouveau en 1976, il s'inscrivait également à un autre cours en méthode ultra moderne de diagnostic et de traitement en ophtalmologie. Partout où il a passé il semble que le docteur P.-E. Lucas a fait preuve d'une grande ambition dans l'assimilation des connaissances de sa spécialité, a obtenu plusieurs succès professionnels et l'estime de ses collègues et collaborateurs.

Je suis personnellement convaincu que plusieurs villes du Québec, dont Sept-Îles, pourraient offrir au couple Lucas l'occasion de refaire leur vie en terre québécoise et canadienne en exerçant leur profession, et en même temps faire elles-mêmes une excellente affaire. Le président de la Corporation professionnelle des médecins du Québec se dit pour sa part prêt à accorder du moins à M. Lucas, puisqu'un besoin existe surtout dans sa spécialité, un permis restrictif, c'est-à-dire un permis de validité d'un an, toujours révoquant, autorisant l'exercice de l'ophtalmologie à un endroit désigné et exclusivement à cet endroit. C'est une porte encore étroite, mais c'est au moins une porte!

Or, il a fallu insister et insister encore pour que le département d'ophtalmologie du CHUL après un an de tergiversations, admette enfin M. Lucas à un stage d'évaluation. Or on a senti beaucoup de réticences de la part de certains spécialistes de ce département et à y admettre M. Lucas et à lui faciliter un stage valable. Fait étrange, une certaine hostilité a surtout été perçue chez certains immigrants volontaires, pleinement certifiés eux: "Qu'il fasse donc comme nous, qu'il satisfasse toutes les conditions de la Loi médicale..." D'autres cependant nous ont laissé entendre verbalement du moins

que le Dr Lucas "vous ferait un bon candidat". Avait-on au départ le désir de venir en aide à ce médecin? Il semble que non. On l'a accepté suite à des pressions et de la corporation et d'un hôpital d'une région éloignée. On a fait peu de choses pour lui faciliter la tâche. Le Dr Lucas n'a persisté que grâce à son courage et à sa volonté de s'accrocher à tout espoir si mince soit-il. On a refusé de le laisser opérer même sous surveillance, comme on le ferait envers un autre résident afin d'évaluer sa compétence. Ceci est sérieux puisqu'un ophtalmologiste est aussi un chirurgien. Donc, on lui laisse entendre qu'il reste une seule issue: respecter toutes les conditions imposées à un étranger pour obtenir un droit de pratique au Canada et au Québec.

Or ces conditions comme vous le décrivez sont dures.

Ne reste-t-il donc rien, aucun espoir? D'une part, un homme et une femme, réfugiés, accueillis comme tels au Québec, considérés comme très compétents dans leur pays d'origine, qui désirent subsister par leurs propres moyens. De l'autre côté, il y a dans certains coins du Québec des populations qui ont besoin d'eux. Entre les deux ne rencontreront-ils que rigueurs administratives, paperasseries, normes rigides, portes fermées, chauvinismes, xénophobies?

Je veux croire comme le président de la Corporation professionnelle des médecins du Québec qu'il y aura quelque part dans un quelconque hôpital universitaire un chef de département d'ophtalmologie qui acceptera de prendre M. Lucas sous son tutorat pour quelques mois encore afin de le guider à travers un programme de recyclage réaliste, qui lui fournira l'occasion de mettre en pratique ses habiletés comme médecin ophtalmologiste et chirurgien. De cette façon, notre président de la Corporation professionnelle du médecin du Québec dont je tiens à souligner ici la grande ouverture d'esprit pourra accorder au Dr Paul-Emile Lucas un permis restrictif de pratique de l'ophtalmologie médicale et chirurgicale. A Sept-Îles si possible. Ce serait sans doute le plus beau témoignage d'accueil envers ce couple sympathique qui a choisi de vivre ici, parce qu'il croyait y trouver un monde meilleur, une terre de liberté.

Raynald Bujold, M.D.  
Directeur des services  
Professionnels,  
Hôpital des Sept-Îles

Lise Rytter  
St-Rédempteur.



Le Dr Emil Lucas et sa femme, le Dr Anica Botez, dans leur modeste logis de la rue Franklin à Québec.

## Personnel félicité à l'Enfant-Jésus

M. Gaston Pellan  
Directeur général

Depuis deux semaines je vis plusieurs heures par jour dans votre centre hospitalier et ce, pour tenir compagnie à un malade qui m'est très cher.

Je m'étais rendue compte de la compétence et de la disponibilité de votre personnel, mais c'est mardi soir le 6 avril dernier que j'ai été à même de constater encore davantage. Un être humain, sans doute très malheureux pour oser un tel geste, a placé un grand nombre de personnes en péril. Des gens très vulnérables, parce que malades, se sont sentis piégés; d'autres, impuissants et inquiets de savoir les leurs en danger.

Cependant, il ne faut pas oublier votre personnel dans tout cela. Rien n'a fait défaut dans leur intervention. Ils ont été rapides, calmes, efficaces, rassurants, infatigables, courageux et je pourrais continuer longtemps ma liste de qualificatifs. J'ai vu à la fin de la soirée des yeux rougis par la fumée, des uniformes noirs de cendres, mais un personnel en droit d'être fier de son travail et des malades confiants.

Donc mes félicitations à toute votre équipe et également un gros merci. Je me fais un plaisir de rendre publique cette lettre en faisant parvenir une copie au journal LE SOLEIL.

Georgette Tremblay  
Ste-Foy

## La parole au public

Suite à des interrogations sur l'orientation du CLSC des Frontières exprimées par de plus en plus d'usagers, Jean-Guy Drolet, membre du conseil d'administration à l'assemblée du 14 avril a soumis au conseil un projet de résolution visant à rendre publiques les réunions du CLSC et les documents propres à l'information.

Cette résolution a été rejetée. En effet cinq directeurs sur 12 se sont prononcés en faveur, plus une abstention, alors que six étaient contre.

Nous croyons qu'il incombe normalement à un conseil d'ad-

ministration de sonder l'opinion publique.

Comme ce n'est visiblement pas le cas, nous écrivons cette lettre dans le but de voir une majorité d'usagers se lever pour réclamer que toutes les réunions du conseil d'administration soient publiques.

De plus nous demandons au conseil d'administration qu'il considère sérieusement ce projet de résolution, dès sa prochaine assemblée.

Jean-Guy Drolet  
Rivière-Bleue  
893-5686

## Voirie "Allumez vos... lumières"

L'opinion d'un de vos lecteurs concernant les ampoules à changer me fournit l'occasion d'exprimer quelques idées précisément sur cette question de l'éclairage des routes. En premier lieu, on se doit de louer l'esprit de clairvoyance dont ont fait preuve les autorités du ministère des Transports en prévoyant l'installation de deux fois et même jusqu'à trois fois plus de lampadaires que nécessaire le long des routes. Ainsi se trouvent atténués les inconvénients d'une ampoule grillée ou d'un poteau renversé par-ci, par-là.

De là me vient l'idée d'un processus de stockage d'énergie auquel peu de gens ont songé. En fait, ce qu'on aurait pu prendre pour de l'acharnement, de la part des technocrates du ministère des Transports, à combattre l'ennemi no 1 qu'est la noirceur, pourrait bien être en définitive qu'une couverture pour dissimuler un projet de grande envergure. A-t-on seulement idée de la source d'énergie inestimable que représente la myriade de lampadaires de fort calibre qui jalonnent les rues, routes et boulevards. Et jusqu'à la sortie d'autoroute la plus isolée (16e et 17e rang de Sainte-Eulalie).

Il suffira, en effet, en périodes de pointe de la demande d'énergie qui, comme par hasard, se produit invariablement en début de soirée et lors des journées les plus courtes de l'année, il suffira, dis-je, d'éteindre au besoin, en commençant par les secteurs les moins achalandés des routes pour finir, en cas d'urgence seulement, avec les quartiers résidentiels. Chacun sait que les automobiles jouissent d'un avantage indéniable, étant encore plus efficace dans la grande noirceur. Plusieurs ont été à même de constater ce fait plus d'une fois l'hiver dernier, lorsque certains circuits ont été délestés. Probablement qu'il s'agissait d'un exercice pratiqué de concert avec l'Hydro.

Il est vrai que ce doit être un système assez coûteux. De toute façon ce n'est moins que le projet Delaney; à cet égard, les citoyens de Saint-Raymond ont toute notre sympathie. Pourvu que le gouvernement ne s'avise pas de retarder indûment la construction de routes importantes en raison du coût quasi prohibitif des infrastructures d'éclairage.

Emile Chamberland  
Saint-Romuald

## Peu de compassion

Franchement, par les temps qui courent, le ton de l'article "En attendant des triplés" page A-1 du SOLEIL 2 mars me semble tout à fait farfelu.

Chère madame, rien qu'à voir votre photo, vous me faites bien pitié. C'est vraiment pas drôle des fois, un traitement hormonal peut vous jouer des tours... Pauvre pensionnaire à nos frais à l'hôpital, en attendant l'heureux événement.

Pauvres parents qui ne touchent que \$4,000 du ministère des Affaires sociales et \$200 mensuellement en allocations familiales. Pensez-y donc, une aide à

domicile pendant quatre semaines seulement, les fins de semaine seront longues et pénibles. Coop qui fournira couchés et lait seulement au prix coûtant. Heureusement que vous n'avez pas eu ces petits un après l'autre, pensez à tout l'argent que vous auriez perdu. Heureusement que votre psychologue de mari est là, il n'y aura pas d'honoraires pour vous faire remonter le moral. Heureusement que vous n'avez pas qu'un 4/5 piécet. Heureusement que votre époux n'est pas sur le chômage.

Lise Rytter  
St-Rédempteur.

## Impôt

## Démêlés avec le ministre du Revenu québécois

M. le ministre du Revenu, Québec.

Je suis passé personnellement à vos bureaux à la fin janvier pour vérifier avec vous en détails mes rapports d'impôts. M. Michel Rouleau m'a fait revenir une deuxième journée à mes frais en m'indiquant qu'il aurait alors plus de temps pour m'expliquer en détails tout ce qui en était. J'avais attendu des heures, mais il me disait que vous refusez de le payer pour tout travail supplémentaire.

Lorsque nous nous sommes quittés, tout ce qui était dû au gouvernement était payé et on me disait que tout était en règle. M. Rouleau a même fait quelques recommandations pour demander

une révision du dossier dans quelques cas en vue de me permettre de réclamer certains montants. Un accident d'auto me force à réduire mes heures de travail et je n'ai pas encore eu le temps de réclamer.

Je reçois aujourd'hui une réclamation pour impôts payés de \$1,692.29. Non seulement j'ai payé mes impôts 80, mais je vous en avais payé trop! La preuve, le gouvernement m'a retourné un chèque de remboursement, car l'impôt avait été prélevé à la source. Je n'ai donc pas refusé de payer des impôts et je n'ai donc pas de solde payé. Encore moins d'intérêts à payer puisque vous avez expédié un chèque de remboursement. Sur-tout que le tout a été révisé avec

vos spécialistes, M. Michel Rouleau.

En outre, une formule parle au bas d'explications jointes et absolument aucune explication n'est jointe. Nous ne sommes pas à Moscou, ni en Sibérie! Je n'accepte pas ces façons d'agir d'un gouvernement dans un Etat qui se déclare démocratique. Vous pourriez commencer par payer ce que vous me devez pour l'année 1979!!!

J'apprécierais que vous puissiez éclaircir cet avis dans les jours qui suivent. Vous savez que j'ai passé de longues heures avec M. Rouleau à examiner cet impôt tout dernièrement.

J'aimerais aussi savoir comment il se fait que des façons

aussi insolentes sont employées par un ministre qui se dit civilisé et promettait à la télévision de faire en sorte désormais que l'impôt puisse être considéré par les citoyens comme un service gouvernemental. C'est ça le Parti québécois qui promettait d'humaniser les relations des fonctionnaires envers les citoyens?

P.S.: J'avais demandé s'il y avait quoi que ce soit de mal fait dans mon rapport d'impôt et, sauf quelques détails, vous m'avez dit de produire de la même façon pour l'avenir. Le comptable du gouvernement fédéral, lui, m'a complimenté en disant qu'il était rédigé de façon excellente. Il faut des heures à comptabiliser selon vos

exigences et lorsque votre spécialiste se dit totalement satisfait, vous révisiez nos dossiers à la "RUSSE"!!!

Gérard Richard  
Saint-Michel de Bellechasse

## à nos lecteurs

LE SOLEIL publie avec plaisir les lettres de ses lecteurs. Les opinions devront être appuyées du nom et de l'adresse de leurs auteurs de même que du numéro de téléphone. LE SOLEIL se réserve le droit d'éditer et de raccourcir les lettres publiées. Le Soleil, 390, rue Saint-Vallier est, Québec, G1K 7J6

## MAIGRIR UN CADEAU DE 16,95\$ qui vous apprendra comment perdre du poids

Enrôlez-vous dans les Weight Watchers des maintenant, participez à 16 réunions hebdomadaires consécutives. Vous recevrez en cadeau votre merveilleux livre de recettes "La bonne cuisine".

Prix au détail 16,95\$

Apprenez comment vous pouvez perdre du poids à chaque semaine tout en ne vous privant pas et en continuant à manger du pain-maison, beurre d'arachides, crêpes, éclairs au chocolat et boire du vin. Cela grâce au programme journalier des Weight Watchers. Cette offre s'adresse également aux membres à vie, elle n'est cependant valable que dans la province de Québec.

|                                                                                                       |                                                                                           |                                                                                                |                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>St-Claire d'Assise</b><br>Salle des Chevaliers de Colomb<br>21, boul. des Alliés<br>Mercredi 19h30 | <b>Charlesbourg</b><br>Patro de Charlesbourg<br>400, 77e Rue est<br>Mardi 19h30           | <b>Québec</b><br>Sous-sol<br>Eglise Notre-Dame-du-Chemin<br>215, Père-Marquette<br>Lundi 19h30 | <b>St-Foy</b><br>Eglise St-Denis<br>1100, Route de l'Eglise<br>Lundi et mercredi 19h30<br>mardi 12h30 |
| <b>Lévis</b><br>Auditorium des Galeries Chagnon<br>entrée Côte du Passage<br>Mercredi 19h30           | <b>Donnacona</b><br>Domaine du Souvenir<br>250, Gaudreault, Donnacona<br>Mardi soir 19h30 | <b>Beauport</b><br>Sacristie de l'église de Beauport<br>rue du Temple<br>Mercredi 19h30        | <b>St-Foy</b><br>Salle paroissiale Notre-Dame-de-Foy<br>814, route de l'Eglise<br>Mardi 19h30         |
| <b>Loretteville</b><br>Sous-sol de l'église St-Ambroise<br>rue Racine<br>Jeudi 19h30                  | <b>Montmagny</b><br>Centre Le Bûcheron<br>Mardi 19h30                                     | <b>Les Saules</b><br>Couvent St-Monique<br>rue De Musset<br>Mercredi 19h30                     | <b>St-Romuald</b><br>Couvent Notre-Dame<br>31, rue Dollard<br>Lundi 19h30                             |
| <b>St-Rodrigue</b><br>4840, des Loisirs<br>Charlesbourg<br>Lundi 19h30<br>Mercredi 19h30              | <b>Québec</b><br>Holiday Inn<br>Mail Centre-Ville<br>2e étage<br>Mercredi de 11h à 12h    | <b>St-Raymond de Portneuf</b><br>Hôtel de Ville<br>Jeudi 19h30                                 | <b>Orsainville</b><br>Eglise St-Pierre-aux-Clens<br>coin av. des Rovers et du Jardin<br>Lundi 19h30   |

WEIGHT WATCHERS

APPELEZ QUÉBEC 651-9224

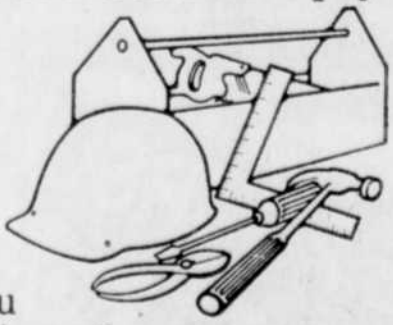
- aucun contrat • inscription 10\$
- classes hebdomadaires 5\$

Weight Watchers Int'l. inc. 1981, propriétaire de la marque de commerce THE WEIGHT WATCHERS

Offre pour un temps limité seulement

## ATTENTION PROPRIÉTAIRES- OCCUPANTS!

Le Programme canadien de rénovation des maisons (PCRM) vous offre des prêts non remboursables\* pour vous aider à payer jusqu'à 30% du coût total des rénovations que vous effectuez, jusqu'à concurrence de \$3 000.



D'après votre revenu et le coût total des rénovations que vous effectuez à votre résidence, vous pouvez être admissible à un prêt de ce genre.

Pour de plus amples renseignements, adressez-vous au bureau de la Société canadienne d'hypothèques et de logement de votre localité.

\* Un prêt est dit non remboursable à condition que l'emprunteur se conforme aux conditions et modalités de l'approbation du prêt.

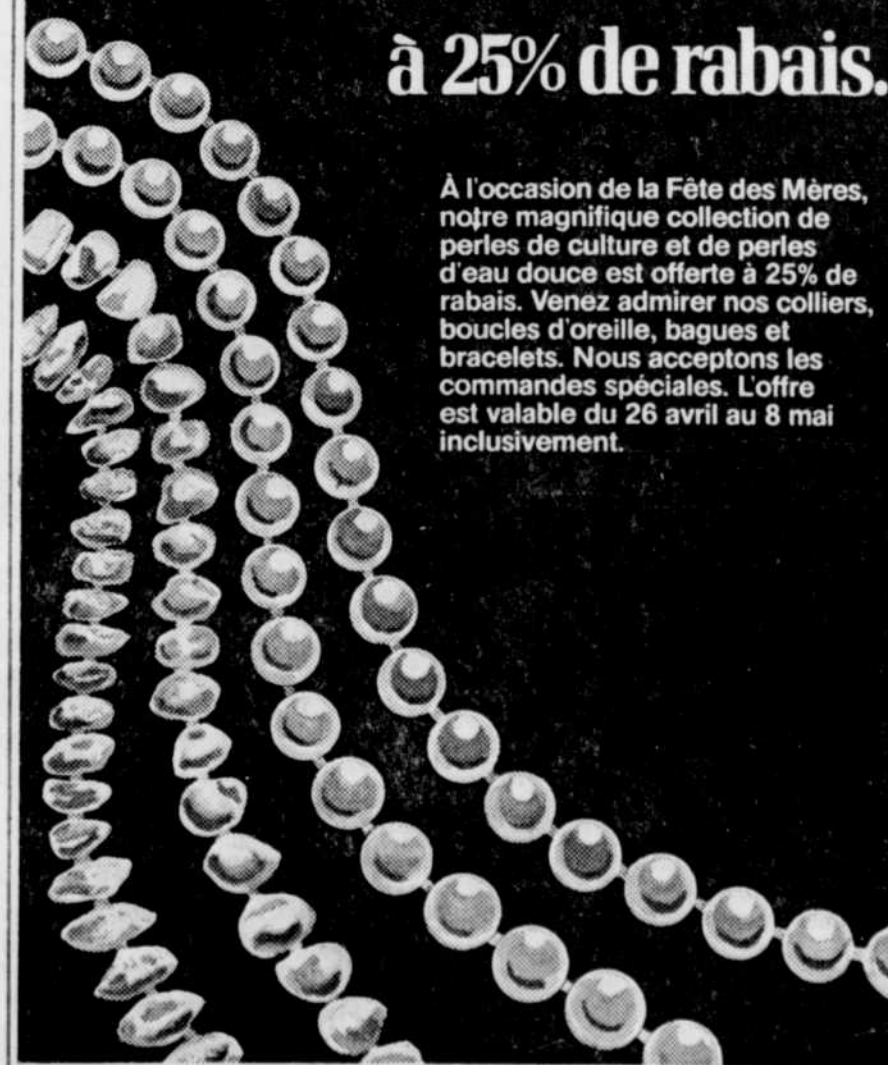
la SCHL... fière de contribuer à l'habitation

Société canadienne d'hypothèques et de logement  
L'honorable Paul Cosgrove ministre

Canada Mortgage and Housing Corporation

Canada

## Des perles pour maman à 25% de rabais.



À l'occasion de la Fête des Mères, notre magnifique collection de perles de culture et de perles d'eau douce est offerte à 25% de rabais. Venez admirer nos colliers, boucles d'oreille, bagues et bracelets. Nous acceptons les commandes spéciales. L'offre est valable du 26 avril au 8 mai inclusivement.

doucet BIJOUTIERS

VOS BIJOUTIERS-CONSEILS

Succursales:  
Place Laurier,  
Place Fleur de Lys,  
Place Sainte-Foy,  
Galeries de la Capitale.

Aussi à Trois-Rivières, Montréal, Chicoutimi, Jonquière, Val d'Or, Ottawa, Hull.



# Le Carnaval songe à s'autofinancer

par Roch DESGAGNE

Un Carnaval de Québec qui s'autofinance, est-ce possible?

Des administrateurs du Carnaval 1982, eux, y pensent et y croient sérieusement. Le président Yves Patenaude, en ce qui le concerne, favorise une commercialisation de toutes les initiatives de vente au profit direct du Carnaval de Québec.

Jean J. Frenette, lui, estime qu'il y a beaucoup d'argent à retirer des retombées commerciales du Carnaval, "qui pourrait se suffire financièrement d'ici une dizaine d'années".

C'est à l'assemblée générale du 10 mai que l'on évaluera cette possibilité de l'autofinancement du Carnaval de Québec. Les administrateurs dévoileront alors les résultats de la première expérience de commercialisation tentée cette année par le Carnaval.

Au cours du Carnaval



Pour Jean Frenette, l'autofinancement complet du Carnaval ne se réalisera que dans 10 ou 15 ans.

de Québec 1982, le projet de récupérer les activités commerciales (kiosques, souvenirs, etc.) a été concrétisé, et les bilans seront bientôt présentés aux dirigeants.

Les administrateurs actuels du Carnaval entrevoient même le jour où "la plus grande fête

populaire hivernale au monde" subviendra à ses besoins, sans avoir à quémander les subventions d'année en année. C'est du moins l'opinion de Jean J. Frenette, qui prévoit que, dans 10 ou 15 ans, cet objectif sera réalisé.

Entre-temps, les fonds publics supportent lar-

gement le Carnaval de Québec, qui vient tout juste de recevoir une subvention additionnelle de \$25,000 au \$350,000 que le gouvernement du Québec avait accordée cette année.

Comme "Octoberfest"

L'expérience d'un festival populaire, qui réussit à subvenir à ses besoins financiers, a été acquise de la célébration de toutes les retombées commerciales possibles. Jean Frenette, qui participe à une première rencontre des organisateurs de ce festival, en 1979, à Kit-

Ce dernier anime, au cours de la fin de semaine, un troisième séminaire de l'Association des festivals du Canada, réunissant une soixantaine d'animateurs de présentations po-

pulaires comme le Stampede de Calgary, le "Edmonton Klondike Days", le "Niagara Grape & Wine Festival", le Festival acadien, et plusieurs autres célébrations du genre.

Le but de la rencontre est de mettre en commun les connaissances de ces administrateurs de fêtes populaires, et de consolider les bases d'une association canadienne des festivals.

Le village acadien de Caraquet, représenté par sa présidente Thérèse Thériault, une manifestation de dix jours

se terminant avec la Fête nationale des Acadiens le 15 août, a déjà lancé des artistes comme Edith Butler et Angèle Arseneault. Aux arts de la scène, on ajoutera cette année un Salon du livre et des métiers d'art acadien.

A Whelland en Ontario, le Festival des roses, à la fin d'août, célèbre les retrouvailles de milliers de Québécois et de Franco-Ontariens. Sur 45,000 de population, cette localité compte 10,300 francophones, qui invitent la parenté et les amis à l'occasion du Festival

folklorique, insiste sa présidente Yvette Ward. Au cours du séminaire des festivals, les artisans de ces événements mettront en commun les idées et les expériences susceptibles d'améliorer la préparation et la rentabilité de ces fêtes. Ils discuteront aussi de la fondation officielle de l'Association des festivals du Canada, des modes de financement, de la mise en commun des achats de souvenirs, du bénévolat et d'autres initiatives originales pouvant stimuler ces manifestations.



Le président actuel du Carnaval, M. Yves Patenaude, favorise une commercialisation de toutes les initiatives de vente au profit direct de l'organisation.

## Les députés du PQ prêts à se serrer la ceinture

par Michel DAVID

Les députés du Parti québécois ont accepté, sans difficulté, de renoncer à toute nouvelle hausse de salaire en 1982.

Il n'est cependant pas question d'annuler la hausse de 6 pour 100, en vigueur le 1er janvier, qui a porté le salaire des élus du peuple à \$35,096.

"Soyons quand même équitables", a déclaré M. René Lévesque à la sortie du caucus, les députés sont à peu près les seuls, parmi les groupes organisés de la société, qui ont fait des sacrifices. Ça fait trois ans qu'ils sont plafonnés à 6 pour 100, pendant que l'inflation est de 10 à 12 pour 100."

Au chapitre du régime de pension des députés, le whip du Parti québécois, M. Guy Chevrette, a confirmé qu'une loi viendrait bientôt en modifier le fonctionnement, mais il n'a donné aucun détail, expliquant que le Conseil des ministres n'avait pas encore pris de décision définitive à ce sujet.

Secteur public

Quant à la réouverture des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic, le premier ministre a de nouveau affirmé que c'était le seul moyen de combler le "trou" de \$725 millions dans les finances publiques.

"La seule façon d'en sortir, c'est de rouvrir, en négociant, des conventions collectives que tout le monde a signées de bonne foi mais qui, aujourd'hui, sont financièrement impossibles."

M. Lévesque s'est dit confiant de voir les syndicats soumettre une contre-proposition viable à l'offre gouvernementale de geler les salaires en retour de la sécurité d'emploi, mais il s'est refusé à tout commentaire dans le cas où la réponse syndicale serait jugée inacceptable.

Au cours du caucus d'hier, les députés du Parti québécois ont longuement discuté de la réouverture des conventions collectives, mais ils ont soigneusement évité de se prononcer sur l'ultimatum d'une semaine lancé aux syndicats.

Selon M. Guy Chevrette, les députés ont toutefois indiqué de façon nette leur volonté que la réouverture soit négociée avec les syndicats, et non pas imposée de façon unilatérale par le gouvernement.

Pour les députés, il importe également que les syndicats ne soient pas les seuls à faire les frais de la crise budgétaire actuelle. Plusieurs y sont d'ailleurs allés de suggestions concrètes, conseillant notamment au gouvernement d'aller chercher l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire dans les poches des plus favorisés, vraisemblablement par de nouvelles mesures fiscales.

## Le marcheton du patro

Le marcheton du patro Saint-Vincent, organisé par les Chevaliers de Colomb (conseil Laval 2721) de

Québec, aura lieu le 16 mai prochain, sous la présidence d'honneur de M. Dominique Gonthier, chef du service de pro-

tection des incendies de la ville de Québec.

"Que chaque adulte se fasse un devoir d'aider et de faire connaître

aux grands comme aux petits le patro, cet endroit où le jeune a la chance de grandir avec des principes que vous-même lui auriez sans doute inculqués", insistent les responsables de cet événement.

## Le chômage touche les travailleurs du tabac

AYLMER, Ont. (PC) — Depuis des années, des centaines de travailleurs agricoles venaient d'ailleurs loin que le Québec et les Maritimes participer à la culture et à la récolte du tabac.

Arrivant en mai, ils trouvaient généralement de l'emploi jusqu'en octobre. Aux abords de la ville, surtout depuis 1974, des panneaux annonçaient qu'on avait besoin de main-d'œuvre.

Cette année, cependant, on n'emploiera vraisemblablement pas d'étrangers. "Le chômage dans le comté d'Elgin est de 50 pour 100 plus élevé que l'an

dernier, dit M. William Nowlan, directeur du pool local de la main-d'œuvre. Il semble que nous aurons localement tous les travailleurs qu'il nous faudra."

Il s'agira surtout de travailleurs de l'automobile, de St. Thomas, non loin d'Aylmer.

On prévoit même l'embauche de diplômés d'universités.

En 1978, on acceptait 678 nomades, mais il n'y en avait plus que 111 l'an dernier.

Près de 25 pour 100 de la récolte du tabac de l'Ontario provient du comté d'Elgin.

### CLINIQUE D'OPTOMÉTRIE DE CHARLEBOURG

623-5409



Carrefour Charlebourg 8500, boul. Henri-Bourassa Suite 238

- Examen de la vue
- Choix de montures
- Verres de contact

Ouvert 5 jours et 4 soirs

### GHISLAINE-G. CIMON MICHELINE-G. DESMARTIS PAYSAGISTES

CONSULTATIONS PLANS ET EXÉCUTION DE TOUS TRAVAUX PAYSAGERS

623-1455

Motoculture Moderne inc.



### Librairie Garneau Place Québec 524-3773

#### LE POUVOIR ? CONNAIS PAS!



Madame Lise Payette sera à la librairie SAMEDI 24 AVRIL de 12h00 à 13h00 pour signer son livre "Le pouvoir? Connais pas!"

### HC HOPITAL DE CHAUDRONS QUÉBEC ENR.

LE SEUL CENTRE DE RÉPARATIONS DE CHAUDRONS À QUÉBEC TOUTES MARQUES

TEL.: 687-2559

### SOUPER-CAUSERIE

Conférencier



M. Clément Richard Ministre des Affaires culturelles La Chambre de Commerce de Beauport vous invite à un souper avec monsieur Clément Richard.

SUJET: L'un des rôles économiques de la ville de Beauport

DATE: Le lundi 26 avril 1982 à 18.30 heures.

ENDROIT: 740 boul. des Chutes Beauport

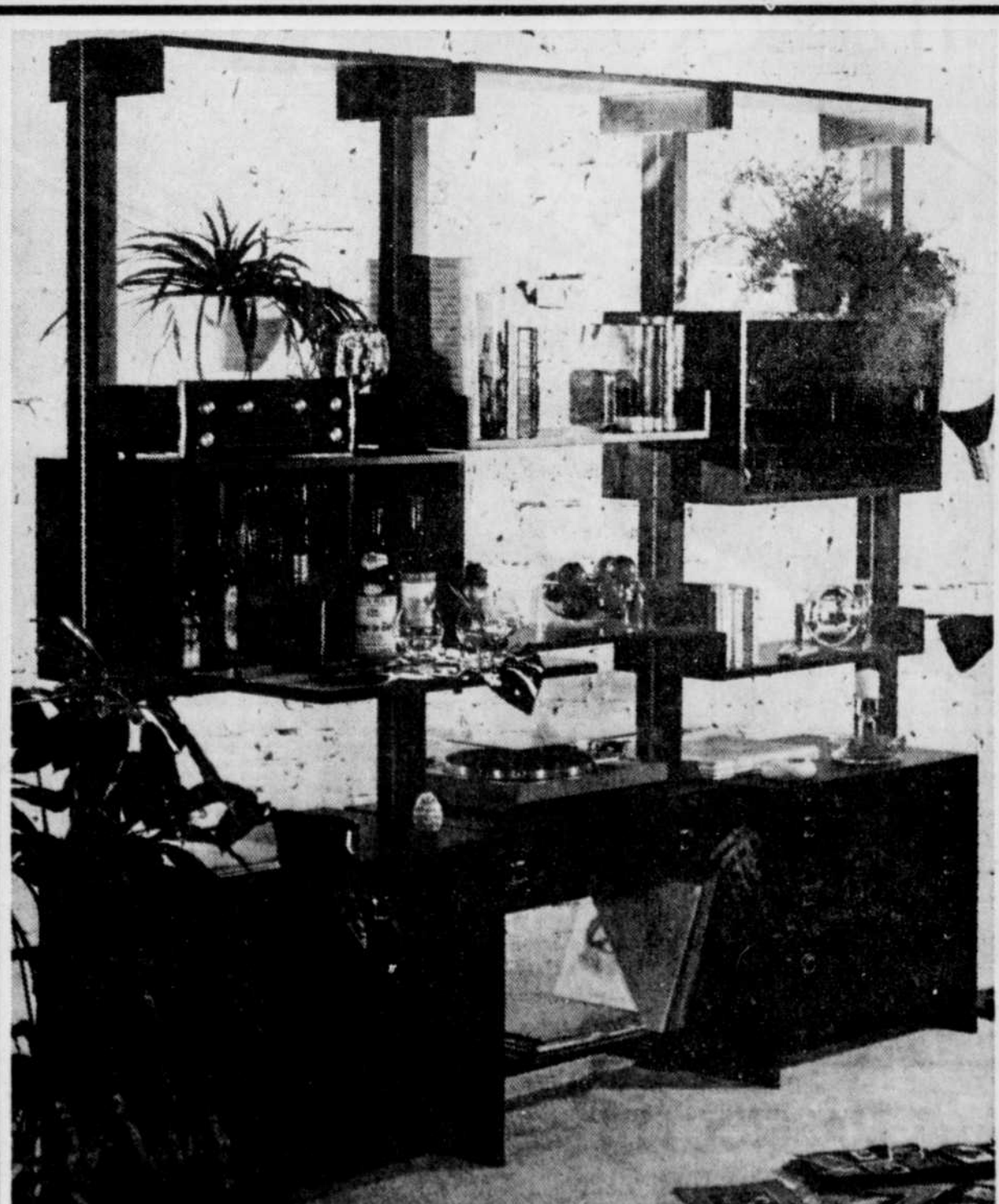
Pour renseignements: 667-0247. (ANN.)

## DUSSAULT MEUBLES PASSE À L'ACTION

avec un rabais de 700 \$

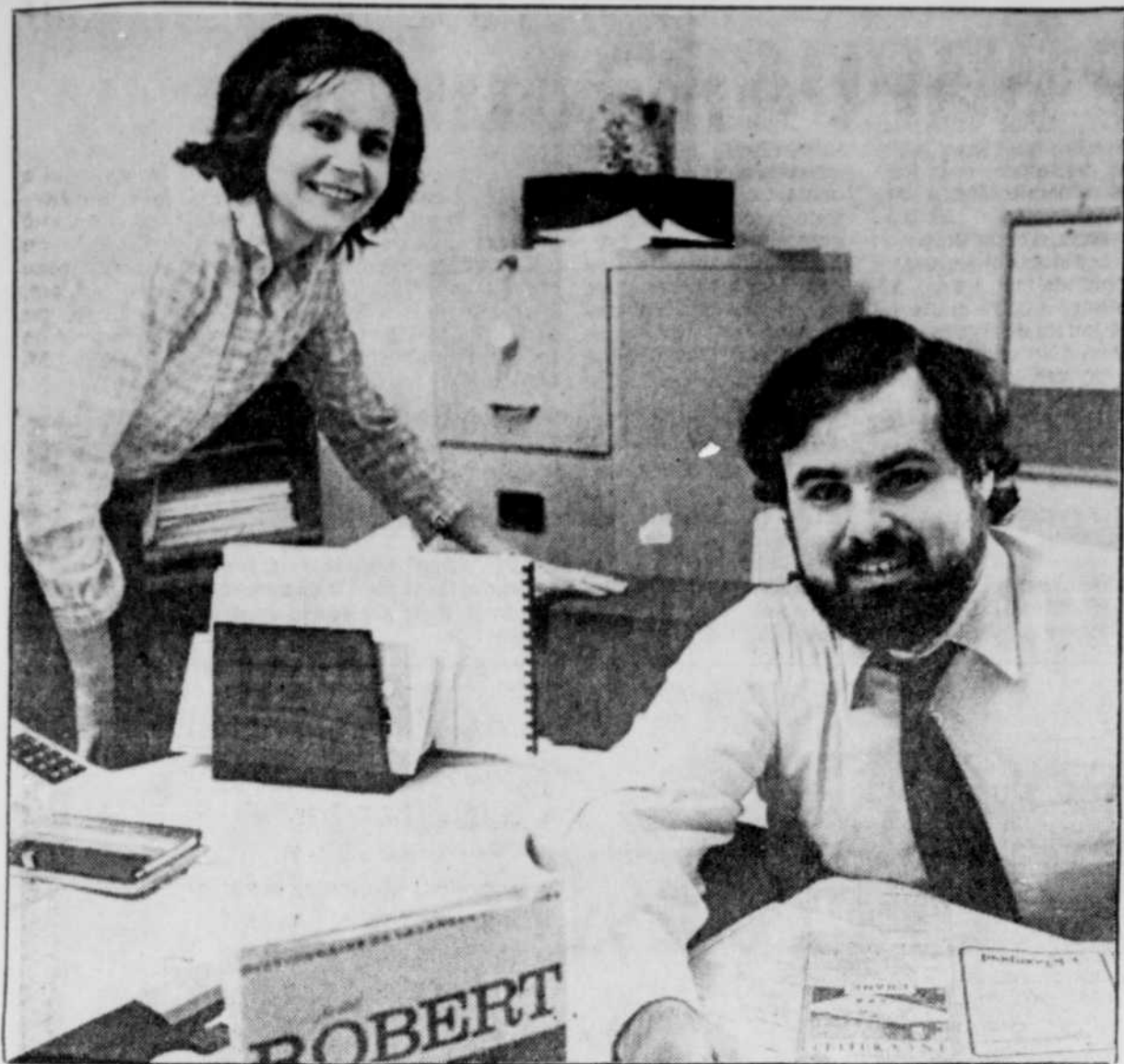
UNITÉ MURALE TELLA D • En orme naturel ou teint noir, fini sur les 2 faces pour diviser une pièce. • Installation incluse.

Prix rég. TELLA: 2150 Rabais: 700 Notre prix: 1450 \$



Dussault meubles Une ligne de pensée 9, rue Courcellette, Qué. 683-2327





Souriants et plus enthousiastes que jamais, la recherchiste Winnie Frohn et le conseiller Pierre Mainguy réintégraient hier en matinée le bureau (chambre 320) du Rassemblement populaire, au troisième étage de l'hôtel de ville de Québec.

## Le Rassemblement populaire réinstallé dans son bureau

par Roch DESGAGNE

"Nous avons beaucoup de travail de recherche à faire, si nous tenons à être une bonne opposition", commente Winnie Frohn en insistant sur le rôle indispensable d'un bureau fonctionnel à l'hôtel de ville de Québec pour le Rassemblement populaire (RP).

Le plus grand accès possible à l'information et à la documentation constitue également un moyen essentiel pour les quatre conseillers pour assumer leur rôle de représentants de 43 pour 100 de l'électorat, insistent les dirigeants du mouvement politique municipal.

La recherchiste du RP a réintégré la chambre 320 du troisième étage de l'édifice municipal, vendredi en matinée, en compagnie du conseiller Pierre Mainguy, et elle a pu reprendre ses fonctions, tout en s'accommodant de certaines contraintes.

Depuis l'escalade du maire Jean Pelletier, au début de la semaine, des mesures sévères ont été prises, interdisant à

Winnie Frohn de circuler dans les divers services et départements de l'hôtel de ville, à la cueillette de documentation.

Décrivant son travail, Mme Frohn explique qu'elle doit absolument disposer de nombreux rapports administratifs, qui ne sont généralement pas joints aux procès verbaux. Certains de ces dossiers sont étayés parfois sur une soixantaine de documents que l'opposition doit et veut absolument consulter.

Les plans et devis des travaux publics, les textes de contrats et tous les documents pertinents aux décisions du conseil doivent être accessibles, rapidement et en tout temps, répètent les membres de l'opposition.

### La confidentialité

"Le geste du maire Pelletier nous amène à nous poser de sérieuses questions sur le caractère confidentiel de notre local et de nos dossiers", note, par ailleurs, le conseiller Mainguy. "Je n'aimerais pas que tout le monde consulte nos travaux de stratégie, par exemple", ajoute-t-il, en mettant en doute la sécurité du bureau de l'opposition.

Selon Pierre Mainguy, un propriétaire d'immeuble qui loue un logement n'a pas nécessairement tous les droits de s'y introduire en "roi et maître". En ce sens, il trouve inac-

ceptable l'intrusion du maire et d'un photographe de la ville dans le bureau du Rassemblement populaire.

Le local du RP est au centre du département occupé par la salle du conseil exécutif, le contentieux, la gérance et les archives.

### Handicapée

Madame Frohn s'inquiète de l'efficacité de son fonctionnement, à l'avenir, lorsqu'aucun des quatre conseillers de l'opposition ne pourra être au bureau. "Je ne sais pas si on me transmettra même les appels

téléphoniques", se dit-elle.

Elle compte beaucoup sur le jugement des employés et des fonctionnaires de la ville, pour conserver ses bonnes relations avec les services publics.

"Je suis pour ainsi dire confinée au local, et cela risque de changer et même de paralyser mon système de travail", craint-elle.

Elle se demande surtout ce qu'elle fera, la semaine prochaine, lorsque le conseiller Mainguy s'absentera pour le congrès de l'Union des municipalités. Ses trois autres collègues, Gérard

Barber, Gaston Bisson et Gilles Gilbert, n'ont pas un horaire de travail aussi souple que le leader de l'opposition.

Surtout que, depuis hier, Winnie Frohn se conforme aux directives, et ne circule pas aussi aisément sur les départements. C'est le conseiller Mainguy qui s'est rendu à la photocopie, hier, pour remettre au journaliste du SOLEIL le texte de la directive qu'il venait de recevoir du gérant, M. Jacques Perreault, concernant l'usage des clés de son bureau. "Document que nous ne signerons jamais", soutient-il.

## Elèves illégaux: un dossier sera préparé

MONTREAL (PC) — Le Congrès national des Italo-Canadiens, de concert avec l'Association de Catholic Principals de Montréal et de la Provinciale Association of Catholic Teachers, a décidé de préparer un dossier sur les élèves illégaux des classes anglaises afin de "sensibiliser favorablement" l'opinion publique et particulièrement la communauté francophone.

Le dossier, qui devrait être rendu public la première semaine de mai, comprendra des statistiques, des rapports d'experts et des sondages. A cet effet, un questionnaire circule actuellement dans les écoles anglaises auprès des parents d'élèves qui y sont inscrits en violation de la loi 101.

Dans une lettre aux parents, le président du congrès des Italo-Canadiens, Me Antonio Sciascia, explique qu'il a déjà demandé l'amnistie totale pour ces élèves qui pourraient ainsi poursuivre leurs études en anglais. De plus, le congrès a formé un comité qui représente adéquatement la communauté et les parents concernés par ce problème "qui nous touche profondément".

Ce comité est à adopter un plan d'action dont les parents concernés seront informés par leur représentant d'école. De son côté, l'association des principaux anglophones de Montréal, sous la signature du président M. Phil Amabil, explique à ses membres que son programme sur la loi 101 est activement supporté par le congrès des Italo-Canadiens qui projette une grosse conférence de presse sur le sujet.

## Les experts en entretien de fourrures

Depuis plus de 50 ans, Prémont est synonyme d'expertise dans tous les aspects de soins et d'entretien de fourrures. Les professionnels de chez

Prémont vous assurent:

### • Cueillette et livraison gratuites: 524-3541

- Entreposage dans les voûtes à température contrôlée
- Nettoyage efficace et garanti
- Taux d'assurance raisonnables
- Réparations et remodelage de premier choix
- Estimations gratuites

Échangez votre ancienne fourrure et profitez aujourd'hui des prix préférentiels de Prémont!

Pour un rendez-vous, appelez: l'entreposage à 524-3541

GAGNEZ UN VOYAGE!  
Participez au concours  
"SURPRISE DU PRINTEMPS"

**mondor sport**

**À chaque sport ses mondor**

Savez-vous qu'il y a des chaussettes Mondor pour tous les pieds et pour tous les sports.

Avec leur coussinage extra-molleux et leur traitement anti-odeur, les chaussettes Mondor allient résistance et confort. Vous les trouverez facilement et les enfilerez tout aussi facilement. Pour du sport en tout confort, choisissez Mondor!

MASSICOTTE  
SPORTS

SPORT LORETTIN  
1875, BOUL. NOTRE-DAME  
ANCIENNE-LORETTE

## Offre spéciale pour un printemps romantique!



## Les diamants Birks disent "ne m'oubliez pas"

Un pendentif à un prix vraiment inférieur à sa valeur marchande!

### Un beau pendentif

Inspirés par la beauté délicate de l'une des fleurs les plus romantiques, le myosotis, nos dessinateurs ont créé un pendentif de rêve.

Nous l'avons réalisé en 4 versions. L'entourage se compose, dans tous les cas, de 8 diamants Birks, mais la pierre du centre, plus grosse, est soit un diamant, une émeraude, un rubis ou un saphir.

Les montures et les chaînes de 16" (40 cm) sont en or 14 ct. Le pendentif tout diamants pèse 1/4 de carat.

Nous pensons que vous tomberez amoureux de notre pendentif. Venez vous laisser tenter!

### Un prix avantageux

Plus que jamais, au cours d'une période comme celle que nous vivons, les Canadiens font confiance à Birks pour la qualité et le rapport qualité/prix.

Deux facteurs nous permettent de vous offrir ce ravissant pendentif à un prix spécial très avantageux. Premièrement, nous achetons les diamants et les pierres précieuses en très grande quantité, ce qui fait que le prix de chaque pierre est moins élevé pour nous que pour la plupart des détaillants.

Puis, nous avons décidé de partager cette bonne fortune avec vous et nous avons considérablement réduit le prix de détail du pendentif "Ne m'oubliez pas", un bijou à l'image du printemps 1982!

Tout diamants, ou émeraude et diamants, \$495. chacun.  
Rubis et diamants, ou saphir et diamants, \$395. chacun.

692-3822

**BIRKS**  
JOAILLIERS



# Aile fédérale au PQ: Léger part en tournée

**par Michel DAVID**  
Le ministre de l'Environnement, M. Marcel Léger, entreprendra au début de mai une tournée des différentes régions du Québec pour faire la promotion de son projet d'engager le Parti québécois sur la scène fédérale.

Hier, M. Léger a expliqué à quelques journalistes qu'il en avait assez de "taponner" et qu'il était temps qu'une décision soit prise. Selon lui, la proclamation de la

nouvelle constitution canadienne rend plus urgente que jamais la présence du PQ à Ottawa.

## Mandat

Selon M. Léger, le Conseil national devrait se prononcer pour la création d'un comité électoral fédéral dont le président aurait "un lien direct avec le Conseil des ministres". M. Léger n'a pas voulu dire qu'il

solliciterait ce poste, mais tout indique que ce serait vraisemblablement le cas.

Une fois des députés péquistes élus à Ottawa, M. René Lévesque demeurerait "le chef unique et ultime", assisté d'un leader parlementaire, de la même manière que M. Jacques-Yvan Morin dirigeait l'opposition péquiste à l'Assemblée nationale avant les élections de 1976.

En attendant la prochaine élection générale au Québec qui, selon M. Léger, ne pourrait venir qu'après une élection fédérale, les députés péquistes à Ottawa auraient comme principal mandat de faire la critique systématique de l'action du gouvernement fédéral et de bloquer toute initiative contraire aux intérêts du Québec.

Pendant l'élection québécoise, ils se chargeraient d'épauler le candidat péquiste et d'empêcher les fédéraux de venir "brouiller" les cartes comme ils l'ont fait durant la campagne référendaire.

Advenant une victoire péquiste, les députés de l'aile fédérale agiraient comme lien entre les deux paliers de gouvernement durant la période de négociations qui précéderait l'accession du Québec à la souveraineté. Dans le cas contraire, ils conti-

nuaient à jouer les sentinelles à Ottawa.

## Sondages

Au congrès de décembre dernier, les députés péquistes s'étaient prononcés majoritairement contre

l'engagement sur la scène fédérale. Selon M. Léger, l'idée a fait d'énormes progrès depuis.

Les derniers sondages indiqueraient que 60 pour 100 des militants péquistes et 70 pour 100 des électeurs fran-

cophones sont favorables à cette éventualité. Le PQ serait par ailleurs assuré de remporter entre 12 et 40 circonscriptions.

M. Léger assure également que la quasi-totalité du Conseil des ministres, M. René Lévesque en tête, ap-

prouve son projet. Au sein du caucus, 80 pour 100 des députés lui seraient favorables.

Certains demeurent cependant irréductibles. Hier encore, le whip du parti, M. Guy Chevrette, se disait absolument contre. "Je continue à

croire qu'un parti qui a décidé de faire une élection sur la souveraineté perdrait son temps en s'engageant sur la scène fédérale", a-t-il déclaré, ajoutant que cela ne pourrait que fournir de nouvelles armes à M. Pierre Trudeau.

# Québec veut une politique familiale plus accueillante pour l'enfant

**par Lia LEVESQUE**  
MONTREAL (PC) — Parce que cinq millions de Québécois vivent dans une structure familiale, le ministre du Développement social instaurera une politique familiale qui touchera chaque individu.

Le Conseil des affaires sociales et de la famille (CASF), qui relève du ministre Denis Lazure, se propose en effet de bâtir un Québec plus accueillant à l'enfant, plutôt qu'une simple législation nataliste.

Le CASF, chargé de dresser les paramètres d'une politique familiale, a rendu public, hier, au Salon de la femme, le fruit de son travail et ses recommandations.

M. Guy Rocher, sous-ministre au Développement social, estime que, de façon très prudente, "on peut évaluer à \$3,2 milliards les budgets consacrés aux familles".

## Priorités

Dans son document "La famille demain", le CASF suggère des "orientations prioritaires", dont font partie l'aide financière aux familles et la compatibilité entre le travail des parents et l'éducation des enfants.

Le document comprend plus de 20 recommandations majeures qui touchent le logement de la famille, les loisirs, le travail à temps partiel et le congé parental.

Une de celles qui a suscité le plus d'intérêt consiste en un réaménagement du système d'allocations familiales. Cette remise en question de l'universalité des allocations contribuerait à l'enrichissement des familles à faible revenu, plutôt que d'étendre le système de paiements à tout parent, quel que soit son salaire.

De son côté, Mme Madeleine Blanchet juge essentielle l'instauration de régimes d'épargne-enfant et d'assurance-maternité. Puisque, selon elle, "80 pour 100 des familles monoparentales ont comme chef une femme", elle revendique aussi l'ouverture de postes pour celles-ci.

Mme Blanchet rappelle de plus qu'une enquête du conseil révèle que 37,7 pour 100 des mères qui viennent d'accoucher souhaitent avoir deux enfants et que, plus encore, 48,6 pour 100 en désirent trois.

## 20 pour 100 d'unions libres

Toute loi qui intervient dans le domaine matrimonial et familial devra dorénavant tenir compte des modifications qu'a connues l'unité parents-enfants.

La présidente du conseil souligne ainsi qu'au moins 20 pour 100 des nouveaux couples formés vivent en union libre. Par conséquent, le nombre de naissances hors mariage a enregistré une hausse de 50 pour 100 depuis 1976.

Le sous-ministre au Développement social, après avoir confirmé que son ministère "tiendra sûrement compte" du travail du conseil, espère "que tout ceci repose sur les aspirations et besoins réels de la famille québécoise, dont

on ne sait pas grand chose".

M. Rocher juge indispensable que la collaboration avec le secteur privé et les organismes sociaux se poursuive et que la population puisse exprimer ses vœux sur le sujet. Ainsi, lorsque la politique familiale sera définie, elle sera soumise à une vaste consultation populaire, assure-t-il.

**Tripanier & Lemieux**  
opticiens d'ordonnances

place XXXXX des quatre-bourgeois  
999, de Bourgogne, Ste-Foy, Qué. 659-5075

## BOIS / MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION

Faites-nous connaître vos quantités, nous vous ferons connaître nos prix.

## BOMAT Inc.

EXPERT EN APPROVISIONNEMENT  
1212, ch. Industriel, Bernières  
831-4848

## Le CARNAVAL de Québec

DOIT-IL CESSER D'EXISTER? CONTINUER A VIVRE?

Vous avez des commentaires, des critiques, des idées, des suggestions sur le sujet?

Le Comité d'étude sur l'avenir du Carnaval de Québec forme par la Communauté urbaine de Québec est intéressé à les connaître.

Citoyens, associations, groupes, faites parvenir vos mémoires avant le 30 avril prochain à 17 heures à:

monsieur Benoit Payeur, secrétaire comité d'études sur l'avenir du Carnaval de Québec  
399, rue St-Joseph Est, chambre 529 Québec G1K 8E2



Communauté urbaine de Québec

L'ordinateur individuel...



**ORMIC**  
Concessionnaire autorisé

N.B. ORMIC = SUPPORT

SYSTÈMES

**ORMIC** LTÉE

Conseillers en micro-ordinateurs - Vente - Service - Logiciel

place XXXXX des quatre-bourgeois

999, de Bourgogne, Ste-Foy, Québec — (418) 659-3858

SOUTENU PAR L'EXPERTISE

**ORMIC**

C'EST LA SOLUTION À VOS PROBLÈMES DE:

- COMPTABILITÉ, TENUE DE LIVRES
- ÉDITION DE TEXTES
- GRAPHIQUES ET CHARTES
- PLANIFICATION DE BUDGET
- PLANIFICATION D'IMPÔT
- RÉDACTION D'ÉTATS FINANCIERS.

UNE VISITE À NOTRE CENTRE INFORMATIQUE VOUS VAUDRA UNE DÉMONSTRATION COMPLÈTE.

■ NOUS VENONS DE RECEVOIR TOUTE LA GAMME DES REVUES ET LIVRES FRANÇAIS ET ANGLAIS TRAITANT DU MICRO-ORDINATEUR.

# SOLDE SOFAS



Ensemble sofa et fauteuil simple: Rég.: \$1904. pour **\$1139.**



Ensemble sofa et fauteuil simple: Rég.: \$2070. pour **\$1239.**

Épargnez de 40 à 60% sur nos trois-places, causeuses, fauteuils, modulaires et sectionnels dans un grand choix de couleurs et de tissus.

**universdécor**

à l'intersection Henri IV et boulevard Hamel  
Tél.: (418) 872-2321

**sélectronic**

LE MICRO-ONDES, C'EST DE L'ÉLECTRONIQUE

Le plus complet sur le marché (R-9700C) Commandé par microprocesseur d'utilisation facile, plateau rotatif et rôtisseur pour des plats dorés à point. Modèles «Panasonic» également en montre. **\$995.**

**SHARP**

**meilleur prix**

**CERTIFIÉ**

QUÉBEC 600 Beville 683-2525  
STE FOY 2651 McTavish 658-4535  
ROBerval Carrefour Jeanne 275-5555  
AMQ 172 St-Joseph nord 629-2500



## Ecole de technologie supérieure

## Les diplômés adhèrent à l'Ordre des ingénieurs

par J.-Claude RIVARO de notre envoyé spécial  
MONTREAL — Les diplômés de l'Ecole de technologie supérieure seront membres à part entière de l'Ordre des ingénieurs du Québec dès la prochaine année scolaire.

Où bien l'Ordre des ingénieurs acceptera de proposer une solution logique et cohérente, ou bien l'Etat interviendra d'autorité.

Le ministre québécois de l'Education Camille Laurin l'a assuré, hier, aux 114 finissants de l'ETS dont il a présidé la remise de diplômes, à la Place des Arts.

"On verra alors que ma logique risque en fait d'être implacable", a déclaré le ministre.

Il parlait à la sixième collation des grades de cet institut, créé en 1971, suite au rapport Letendre (1921). Confirmé par le rapport sur les

Sciences appliquées (1973), recommandant la création d'un institut universitaire spécialisé dans l'ingénierie de production, d'application et de réalisation, afin de doter le Québec d'une technologie de pointe.

Pareil institut, surtout destiné aux technologues formés dans les collèges généraux du Québec, devait offrir une formation scientifique pouvant coexister avec le génie traditionnel, enseigné dans les universités québécoises.

Les objectifs du gouvernement québécois n'ont pas changé, a déclaré hier le ministre Laurin. Comme la chose existe en Allemagne, en Suisse, en France et même aux Etats-Unis, le Québec doit se doter d'un système de formation universitaire où les ingénieurs ayant reçu une formation sur-

tout orientée vers l'application pratique auront les mêmes droits et les mêmes privilèges que les ingénieurs traditionnels surtout formés dans le domaine de la théorie.

## Un sujet de fierté

Le président de l'université du Québec, M. Gilles Boulet, voit en l'ETS l'élément le plus précieux et le plus prometteur qui puisse exister au sein du réseau des universités québécoises, parce qu'elle constitue un lien concret entre le monde de l'industrie et celui de la recherche universitaire.

Mais le président du conseil d'administration de cette dernière, M. Raymond Sirois de Rimouski, déplore l'attitude de l'Ordre des ingénieurs du Québec face à ses 463 diplômés. On a refusé de les admettre dans l'Ordre, on a dé-

nigré leur compétence sur la place publique. Par voie de conséquence, les diplômés ont été l'objet de discrimination, d'ostracisme, des entreprises ont formellement refusé de les embaucher.

Il a fallu un décret ministériel, une loi, le 23 juin 1981, pour préciser à l'OIQ que le diplôme en technologie supérieure de l'université du Québec donne ouverture au permis de pratique de la formation d'ingénieur.

Même après le décret, pendant que l'on négociait à la faveur de moratoires, des diplômés de l'ETS ont dû recourir aux tribunaux pour faire respecter leurs droits, a rappelé M. Sirois.

## Le ministre Laurin

Mais on a clairement pu constater, hier, au ton de voix du ministre qu'une décision est im-

minente et qu'elle sera ferme.

De façon non équivoque, il a signalé aux finissants que le moratoire est terminé et que le décret de l'an dernier est toujours en vigueur. L'OIQ a donc l'obligation de les accueillir dans ses rangs.

Restent seulement les modalités d'application quant aux solutions pro-

posées, par l'Ecole, par l'association de ses diplômés et par l'Ordre.

Le ministre admet que la tâche n'est pas pour autant facile. Il s'agit de savoir quel titre professionnel porteront les bacheliers en technologie de l'ETS. Il s'agit de savoir si l'Ordre devra les accepter de façon pure et simple comme ingénieurs ou

si l'on ne faudra pas plutôt songer à la création d'une corporation mixte. Il s'agit aussi de savoir si ces nouveaux membres de l'OIQ devraient ou non être assignés à un domaine spécifique du génie.

## Il interviendra

"La recherche d'une solution définitive devra

se faire dans le respect des particularités de chacun et surtout en évitant de réouvrir les débats sur la qualité et la pertinence de la formation des bacheliers en technologie puisque le décret gouvernemental a déjà tranché la question", a dit M. Laurin.

Faisant appel à la bonne volonté de chacune des parties, pour

qu'elles en viennent à un accord rapide et acceptable, le ministre de l'Education a déclaré qu'à défaut d'un consensus valable, il se verra dans l'obligation d'intervenir, "de façon à dissiper l'inquiétude des diplômés de l'ETS."

Pour le ministre, l'avenir économique et industriel du Québec en dépend.

## La commission Beaudry dépose son 3e rapport

par Pierre BEAUREGARD

MONTREAL (PC) — Comme prévu, la Commission d'enquête Beaudry a recommandé hier que les primes au rendement ou boni soient prohibés dans les mines et que les mineurs soient rémunérés à salaire fixe.

Dans son troisième rapport, portant celui-là sur la sécurité dans les mines souterraines, l'organisme prône également la création d'une école de formation théorique et pratique des mineurs et l'accroissement du nombre des inspecteurs.

Dans le document, qui comporte 341 pages, le juge René Beaudry et le commissaire Laurier Juteau, ingénieur minier, affirment avoir découvert une nette corrélation entre les boni et le nombre des accidents miniers.

Le rapport souligne que les travailleurs moins bien payés qui cherchent à atteindre le maximum par le travail à boni et les mineurs âgés étaient le plus souvent victimes d'accident.

Plus le nombre des travailleurs touchant des boni est élevé dans une mine, plus les ac-

cidents sont nombreux.

## De façon collective

Si les parties devaient malgré tout insister pour conserver une forme de boni, écrit la commission, il est recommandé "que les primes au rendement soient attribuées de façon collective de manière à éliminer la compétition relative au rendement et ainsi améliorer le comportement à l'égard de la sécurité de l'ensemble des travailleurs".

Dans le même cas, la commission souhaite que les primes ne s'appliquent qu'à la partie de la productivité, au maximum dix pour cent du salaire de base, et soient négociées.

Cependant, le système actuellement en vigueur pourra être maintenu pendant les négociations pour éviter aux travailleurs des mines la perte de leur pouvoir d'achat.

La commission stipule toutefois que la période de statu quo ne pourra pas excéder deux ans, "après quoi, faute d'entente, le régime du salaire au rendement devrait être aboli par l'intervention de l'Etat québécois."

Les auteurs du rap-

port suggèrent également la reconnaissance de trois classes distinctes de mineurs reliées à l'expérience et aux aptitudes de chacun relativement aux travaux à exécuter en milieu minier, soit apprenti mineur, mineur junior et mineur senior.

On recommande aussi que des études en profondeur soient entreprises sur l'influence de certaines conditions de travail à l'égard de la santé et de la sécurité du travail dans les mines souterraines.

## La société Bell

Au cours de leurs travaux, les commissaires disent avoir constaté que la société étiatique Bell, filiale de la Société nationale de l'amiante affichait le pire dossier quant à la sécurité dans l'industrie minière au Québec.

Elle recommande en conséquence que sous l'égide de la CSST, le ministre du Travail et de la Main d'œuvre entreprenne avec la coopération de la SNA et du syndicat affilié à la FTQ un programme d'action d'urgence visant à enrayer radicalement et à court terme la fréquence et la gravité des accidents à la mine Bell.

La commission Beaudry recommande également plusieurs modifications à l'actuel Règlement de la salubrité et la sécurité dans les mines et carrières.

A l'origine, la commission avait été instituée pour élucider les circonstances de la tragédie qui a fait huit morts dans les galeries de la mine Belmoral de Val-d'Or le 20 mai 1980.

Le premier volume du rapport portait précisément sur cette tragédie, alors que le second portait sur le sauvetage minier au Québec.

**NOVA**  
L'Association des conseillers en organisation et méthodes du Québec Inc.  
**Dîner-conférence**  
Sujet: Le conseiller en organisation et la communication  
Invité



**Lorraine Mathews**  
Présidente de l'Indice Recherche-Marketing  
**Date et lieu:** MARDI le 27 AVRIL 1982 à 12h00, au CHATEAU FRONTENAC (Salle annexe Montcalm)  
**COUT:** \$9.00 pour les membres, \$12.00 pour les non-membres. Les non-membres sont priés de confirmer leur présence en communiquant au numéro suivant: 531-0071.  
**STATIONNEMENT AU CHATEAU:** \$2.00, prix fixe sur présentation du reçu de participation. (ANN.)

## Etude sur les liens entre les mariés et leurs parents

HAMILTON (PC) — Un professeur de l'école du travail social de l'Université de Toronto veut démontrer qu'il est tout à fait normal que des mariés restent plus ou moins soumis à leurs parents.

Ayant fait une thèse sur le sujet des beaux-parents il y a 11 ans, M. Howard Irving dit que 75 pour 100 des 54 couples mariés dont il a étudié le comportement visitent leurs parents au moins une fois par semaine et que ceux qui en sont empêchés par la distance leur téléphonent ou leur écrivent aussi souvent.

"Ils aiment les liens familiaux et les visites, dit-il, et quand ils ont vraiment besoin d'aide c'est à eux qu'ils recourent."

La majorité des problèmes surviennent entre les maris et leurs mères. C'est que la femme prend la place de la mère.

Le Docteur  
**Fernand Bellemare, m.d.**  
Ophtalmologiste

exerce sa profession à nul autre endroit à Québec:

**325, rue du Roi**  
Complexe Bibliothèque de Québec  
Place Jacques-Cartier

**Tél.: 529-9411**

**rotac**  
électronique inc.  
2873, chemin Ste-Foy  
Ste-Foy 653-7768

**fabriqué pour durer**

**harman/kardon**  
série 600

Se rattache au compte courant

**PRÊT PERSONNEL**

**Un coup d'pouce!**

Votre besoin est clair, votre décision est prise et votre choix est fait! Maintenant que vous connaissez le modèle de votre nouvelle voiture ou encore, la marque de votre prochaine chaîne stéréophonique, il vous faut alors penser au financement!

Votre caisse populaire est en mesure d'y répondre rapidement et confidentiellement!

Bien plus, votre caisse populaire vous suggère un bon moyen de gérer vos affaires: pourquoi ne pas jumeler votre Prêt personnel à un Placement-Boni? De cette façon, tout en remboursant votre emprunt, vous accumulez régulièrement une épargne qui diminuera d'autant votre besoin futur en crédit.

Lorsqu'il est bien géré, le crédit devient un outil financier intéressant.

À la Caisse populaire Desjardins, vous parlez d'argent avec des gens qui veillent à vos intérêts.

S'associe bien à Placement-Boni

**la caisse populaire desjardins**